

Mémoire de fin d'études: Habiter l'inhabitante

Auteur : Hortulanus, Florence

Promoteur(s) : Schmitz, Dimitri

Faculté : Faculté d'Architecture

Diplôme : Master en architecture, à finalité spécialisée en art de bâtir et urbanisme

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/24288>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Habiter l'inhabitable

Travail de fin d'études présenté par Florence Hortulanus en vue de l'obtention du grade de master
en Architecture.

Sous la direction de Monsieur le Professeur Schmitz Dimitri

Année académique 2024-2025

Remerciement

Je souhaite remercier toutes celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont traversé ce parcours et déposé une trace sur le chemin de ce mémoire.

À mes professeures et professeurs, pour leurs enseignements, leurs silences parfois féconds, leurs détours et leurs exigences.

À mon promoteur Dimitri Schmitz, pour sa lecture attentive, ses retours exigeants et bienveillants, et la liberté laissée dans l'exploration de cette thématique.

Aux deux lecteurs et lectrices, pour leur disponibilité et l'attention portée à ce mémoire.

Merci à ma famille, et tout particulièrement à mes parents, pour leur soutien discret mais profond, pour les racines qu'ils ont plantées et l'espace qu'ils m'ont laissé pour grandir.

Merci à mon amie de faculté, dont la présence fidèle, dans les élans comme dans les doutes, a été un appui précieux.

Merci à mon partenaire, pour sa patience, son écoute et son regard ancré dans une autre culture. Ton point de vue espagnol a nourri cette réflexion de manière subtile mais essentielle, en m'ouvrant à d'autres réalités, d'autres façons d'habiter et de penser le lien au lieu.

Enfin, merci aux rencontres lumineuses, déroutantes, fertiles ou fragiles – qui, chacune à leur manière, m'ont menée jusqu'ici. Rien ne se construit seul. Rien ne s'écrit sans les autres.

Introduction	8
Méthodologie	12
Approche générale	12
Corpus mobilisé	12
Ancrage personnel et regard situé	13
Démarche analytique	14
Limites et portée de la recherche	15
Préambule – État de l'art : regards croisés sur le relogement post-catastrophe	18
1. Habiter : plus qu'un toit, une relation au monde	18
2. Perdre son chez-soi : impacts psychiques, identitaires et vulnérabilités émergentes	19
3. L'attachement au lieu : une ressource pour la reconstruction	20
4. Réponses architecturales : une transition en tension	21
5. Habitat temporaire : contenir sans déraciner	22
6. Vers une architecture sensible et réversible	23
Chapitre I – Comprendre les conséquences d'un relogement mal adapté	26
I.1. Une seconde onde de choc : les effets psychiques, sociaux et sensoriels	26
I.2. Le décalage entre réponse standard et réalité vécue	28
I.3. Quand reloger aggrave : vies fragilisées, récits invisibles	31
Conclusion du chapitre I – Une blessure en surcouche	33
Chapitre II – Typologie des profils vulnérables et cartographie des besoins	35
II.1. Identifier les profils vulnérables	35
II.1.1. Pourquoi différencier les profils ?	35
II.1.2. Profils vulnérables récurrents identifiés dans la littérature :	35
II.1.3. Vulnérabilités imbriquées : penser la complexité des parcours	40
II.1.4. Des profils croisés aux besoins différenciés	41
II.2. Vers une échelle différenciée des besoins	42
II.2.1. Proposition d'une échelle sensible des besoins post-catastrophe	42
II.2.2. Exemples croisés : profils × besoins	48

II.2.3. Enjeux pour le projet architectural	51
II.2.4 – Équité, architecture et attention différenciée	53
II.3. Les angles morts du relogement standard	54
Conclusion du chapitre II – Une équation sensible entre profils, besoins et espace	58
Chapitre III – Critique et pistes sensibles	59
III.1. Déplier les angles morts du relogement	59
III.2. Vers une posture d'architecte-écoutant	60
III.3. Retour critique sur la "Bulle dans le Cube" : apprendre de son propre projet	62
III.3.1. Genèse du dispositif : une première tentative de réponse	62
III.3.2. Une lecture réflexive à la lumière du mémoire	65
III.3.2.3. Vers une analyse située du dispositif : quels profils, quels ajustements ?	66
III.3.2.4. Analyse croisée du dispositif à partir des personae	67
Conclusion de l'analyse croisée	69
III.3.5. Ce que je referais autrement aujourd'hui	69
III.3.6. D'une réponse architecturale à une position	71
III.4. Vers une boussole sensible	72
Habiter l'après : tensions, questionnements et voies ouvertes	75
I. Habiter un lieu : entre ancrage et effondrement	75
II. Habiter un nom : porter, traverser, transformer	76
III. Habiter une blessure : le relogement comme seuil d'humanité	76
IV. Et si habiter, même dans la crise, restait un droit ?	77
Conclusion	81
Bibliographie	84

Introduction

Habiter, ce n'est pas seulement avoir un toit. C'est une trame invisible de gestes, de repères, de sensations. C'est allumer la lumière sans y penser, poser ses clés à la même place, sentir l'odeur familière du savon dans sa salle de bain. C'est cette phrase simple, souvent lancée au retour de vacances – "Ah, qu'on est bien chez soi quand même..." – qui dit tout de notre lien au lieu. Habiter, c'est aussi habiter un corps, une mémoire, un rythme. Et c'est ce lien silencieux entre l'espace et l'intime qui donne à la vie sa continuité.



© Mémoire Vive - Pepinster juillet 2021 - Sébastien Van Malleghem

Mais que se passe-t-il quand ce lien est rompu?

En juillet 2021, les vallées de la Vesdre et de la Hoëgne, en Belgique, ont été dévastées par des inondations soudaines. Au-delà des dégâts matériels, ces événements ont provoqué une rupture intime : la perte du chez-soi. Cette perte ne se limite pas à l'effondrement de murs, mais à celle d'un cadre de vie porteur de mémoire, d'odeurs, de gestes quotidiens. Cette trame de perceptions s'inscrit dans une continuité qui apaise. Car au-delà de la poétique, habiter s'ancre aussi dans la répétition. Le cerveau humain est friand de routines : elles réduisent l'incertitude, offrent des repères temporels, structurent la sécurité intérieure. Après une catastrophe, c'est autant la perte des murs que celle des habitudes qui désoriente. Elle déchire un tissu discret mais essentiel : celui de l'habiter.

Et lorsque cette perte est suivie d'un relogement mal pensé, impersonnel, standardisé, elle peut entraîner une seconde onde de choc, plus silencieuse encore : celle d'un effacement de soi. Car on peut être abrité sans être accueilli. On peut être relogé sans se sentir chez soi.

Cette problématique dépasse largement le cas belge. Partout dans le monde, des catastrophes – qu'elles soient naturelles, climatiques ou humaines – forcent des individus à quitter leur lieu de vie. Et il n'est pas besoin d'habiter une zone inondable ou un territoire à risque pour être concerné. Un incendie, une expulsion, une guerre, une séparation : la perte du chez-soi prend mille visages. Elle peut frapper n'importe qui, à tout moment. Ce travail part de ce constat : nous sommes tous potentiellement exposés, car nous habitons la Terre – et dès lors, nous sommes tous à la fois habitants, acteurs et, quelque part, architectes du monde commun.

Dans ces situations de crise, les réponses institutionnelles privilégient la rapidité et la gestion de masse : fournir un toit, organiser un hébergement, assurer la survie. Mais qu'en est-il des attachements invisibles ? Des trajectoires singulières ? Des besoins sensoriels, symboliques, relationnels ? Un relogement peut répondre à la norme sans répondre à la personne. Et un habitat temporaire mal ajusté peut, à terme, fragiliser un individu bien plus qu'on ne le pense.

Ce travail explore donc une hypothèse centrale : un relogement peut agraver les effets d'une catastrophe s'il ne prend pas en compte la diversité des parcours humains. Il ne s'agit pas de proposer une solution universelle, mais de dresser une échelle différenciée des besoins, croisée avec une typologie de profils vulnérables, à partir de cas concrets. Car une personne âgée vivant seule depuis 40 ans dans sa maison familiale, une mère célibataire avec deux enfants, ou un

jeune adulte précarisé, ne vivent pas le déplacement de la même manière. L'âge, le genre, la culture, la santé mentale, la durée d'ancrage, la manière d'habiter, le réseau social : autant de variables qui modulent la vulnérabilité.

Dans cette optique, ce mémoire propose de cartographier les effets différenciés d'un relogement mal adapté, tout en mettant en lumière les "angles morts" des dispositifs existants. Il s'agit notamment d'identifier ces 5 à 10 % de personnes les plus à risque d'être oubliées par les réponses standardisées : celles pour qui le provisoire devient invivable, celles dont les besoins ne rentrent dans aucune case. L'enjeu n'est pas l'exhaustivité, mais la justesse : repérer les cas singuliers, comprendre ce qui les rend plus fragiles, et tenter de proposer, même modestement, des pistes de réponse plus ajustées.

L'objectif de ce mémoire est donc de comprendre pourquoi certains relogements deviennent inadaptés – voire destructeurs – pour certaines personnes, et comment l'architecture pourrait mieux répondre, même temporairement, à cette diversité. Il s'agira aussi d'interroger les temporalités du relogement : ce qui peut suffire en urgence peut devenir insoutenable dans la durée. En fin de travail, une lecture critique d'un dispositif imaginé, la Bulle dans le Cube, viendra illustrer les tensions entre bonnes intentions architecturales et réalités sensibles.

Ce mémoire ne se veut pas exhaustif, mais engagé. En mettant en lumière les cas souvent ignorés, les marges silencieuses, les "petits pourcents à côté", il appelle à penser le relogement non comme une équation à résoudre, mais comme un soin à porter. Il invite à voir dans chaque relogement une occasion de réparer autrement : en écoutant, en ajustant, en habitant, ensemble, l'inhabitabile.

La question centrale devient alors :

Comment penser le relogement post-catastrophe non pas comme une simple affectation d'espace, mais comme un processus habité, capable de prendre soin des trajectoires singulières, et d'ouvrir des espaces ajustés à chacun ?

Il s'agit, au fond, de tenter de comprendre comment habiter quand tout semble devenu inhabitable, à l'extérieur comme à l'intérieur de soi.

Comment réinvestir un lieu, un rythme, un quotidien, lorsque l'on a perdu bien plus que des murs.

Et comment l'architecture peut, dans ces cas-là, devenir un appui, un seuil, un soin.

Méthodologie

Approche générale

Ce travail de fin d'études s'inscrit dans une démarche qualitative, exploratoire et réflexive, située au croisement de l'architecture, de la psychologie environnementale, de la philosophie de l'habiter et de la sociologie du post-désastre.

L'objectif est d'interroger les conditions d'un habiter sensible après une catastrophe naturelle, en particulier dans l'entre-deux souvent invisible qui suit l'événement : ce moment où le lieu n'est plus tout à fait habitable, mais où l'on n'est pas encore prêt à partir.

Il ne s'agit pas de proposer une réponse architecturale, mais de comprendre ce qui, dans l'espace, peut soutenir psychiquement et symboliquement une personne déracinée. Cela implique de dépasser les approches purement techniques ou programmatiques, pour aborder les dimensions sensibles, relationnelles et existentielles de l'habitat temporaire.

La posture adoptée est volontairement située : elle assume une subjectivité engagée, issue d'un vécu personnel et d'un ancrage territorial fort.

Bien que cette subjectivité puisse constituer un biais, elle est ici mobilisée comme un vecteur de profondeur, venant enrichir l'analyse rationnelle par une lecture incarnée, attentive à ce qui échappe aux méthodologies classiques.

Cette approche permet de relier le sensible et le structurel, l'intime et le politique, le vécu et le projeté.

Corpus mobilisé

Le travail repose principalement sur l'analyse de sources secondaires, articulées autour de quatre familles complémentaires :

- Textes théoriques et philosophiques sur l'habiter

Ces références permettent de poser un cadre conceptuel riche et nuancé autour de la notion de chez-soi. Y figurent notamment :

Heidegger (*Bâtir, habiter, penser*, 1954), Bachelard (*La poétique de l'espace*, 1957), Lefebvre (*La production de l'espace*, 1974), Norberg-Schulz (*Genius Loci*, 1985), Ingold (*The perception of the environment*, 2011).

- Travaux en psychologie environnementale et clinique
Ils permettent de comprendre les effets de l'espace sur la santé mentale et sur la reconstruction identitaire. Sont mobilisés entre autres : Agneray et al. (2015), Meagher & Cheadle (2020), Lavenda et al. (2023), Siaud-Facchin (2002), Maslow (1943).
- Littérature architecturale, géographique et urbanistique sur les réponses post-catastrophe
Ces sources permettent de croiser les dimensions spatiales, politiques et sociales du relogement.
On y retrouve par exemple : Félix et al. (2013), Moatty et al. (2017), Swapan & Sadeque (2021), Qian et al. (2025), Komatsuzaki et al. (2022), Yamamura (2023), Velut & Sukhwani (2021), Sukhwani & Shaw (2022), Therrien & Normandin (2009), Oldrizzi (2023).
- Études centrées sur le logement temporaire et ses impacts sensibles
Ces textes documentent les effets des solutions de relogement sur le bien-être, la santé, le lien social et la possibilité d'habiter.
Bris & Bendito (2019), Bilau et al. (2015), Sasaki & Iwata (2020), Takahashi & Igarashi (2016), Murayama et al. (2016).

Ce corpus théorique est mis en regard avec une lecture critique d'un projet architectural personnel, la Bulle dans le Cube, conçu dans le cadre du cours d'architecture modulaire dispensé par Monsieur Schmitz, et réalisé comme exercice évalué dans le cadre de l'examen final.

Il est également enrichi par des observations sensibles issues du vécu, en particulier les inondations de 2021 dans la vallée de la Hoëgne et de la Vesdre (Belgique), les crues de 2024 à Valence (Espagne), et les inondations survenues au Texas durant l'été 2025.

Ces fragments empiriques, bien que non systématisés dans une enquête formelle, nourrissent une lecture située du problème et soulignent les angles morts des réponses institutionnelles.

Ancrage personnel et regard situé

Ce travail ne se revendique pas neutre. Il assume une posture située, nourrie d'un vécu réel, de récits de proximité, et d'un ancrage territorial affectif fort.

J'ai été témoin direct des conséquences des inondations de 2021 dans la vallée de la Hoëgne et de la Vesdre, en Belgique, où plusieurs proches ont été touchés.

Plus récemment, les crues de 2024 à Valence (Espagne), puis celles de l'été 2025 au Texas, ont ravivé les questionnements liés à l'habiter en contexte de rupture.

Ces événements, bien qu'hétérogènes, ont mis en lumière la récurrence de ces épisodes climatiques et les limites persistantes des dispositifs de relogement standardisés.

Ces fragments d'expérience ne sont pas utilisés comme des données formelles, mais comme des miroirs de la problématique étudiée, qui permettent de nourrir la réflexion théorique d'une lecture sensible et incarnée.

Ils éclairent les lacunes des réponses institutionnelles, les besoins négligés, et les ajustements bricolés par les habitants eux-mêmes.

Bien que cette subjectivité puisse constituer un biais, elle est ici mobilisée comme un vecteur de profondeur, en venant enrichir l'approche documentaire par un regard situé, attentif à ce qui échappe aux analyses statistiques ou standardisées. Habiter l'inhabituel n'est pas ici une abstraction : c'est une expérience traversée, observée, questionnée.

Démarche analytique

La démarche analytique repose sur une série d'étapes structurées, qui forment la colonne vertébrale du mémoire. Ces étapes croisent des apports théoriques, des grilles construites sur mesure, des profils types incarnés et une lecture critique d'un projet architectural. L'ensemble vise à produire une analyse fine des vulnérabilités spatiales après catastrophe, et à tester des outils d'aide à la conception.

Le travail débute par une identification des constantes du chez-soi en contexte de rupture. À partir de la littérature théorique, philosophique et clinique, plusieurs dimensions récurrentes sont dégagées : sécurité, continuité, ancrage sensoriel, personnalisation, intimité, dignité... Ces critères constituent une première base de réflexion pour penser un habitat post-catastrophe plus habitable.

Ensuite, une hiérarchisation des besoins dans l'urgence est élaborée à travers une grille croisant la pyramide de Maslow (1943), la psychologie post-traumatique, et les apports d'études de terrain. Il en résulte une pyramide des besoins spatiaux, allant de la protection physique à la reconstruction identitaire. Cette pyramide ne se veut pas universelle, mais indicative : elle est mobilisée ici comme un outil de lecture critique et de projection.

À partir de cette grille, une typologie de profils vulnérables est construite. Elle s'appuie sur des données empiriques, sociales, cliniques et contextuelles, et permet de distinguer plusieurs types de parcours affectés différemment par un relogement. Les profils sont ensuite croisés avec les niveaux de la pyramide dans un tableau synthétique besoins/profils, qui met en lumière les besoins spécifiques souvent invisibilisés par les approches standardisées.

Pour rendre ces profils plus concrets, des persona narratifs sont élaborés. Il s'agit de portraits fictionnels mais vraisemblables, construits à partir des typologies précédentes. Ces persona permettent de tester, de manière qualitative, dans quelle mesure un dispositif de relogement peut (ou non) répondre aux besoins sensibles d'une personne réelle.

Enfin, l'ensemble de ces outils est mis à l'épreuve à travers une analyse critique d'un projet architectural hypothétique : *la Bulle dans le Cube*. Ce projet personnel, réalisé dans le cadre du cours d'architecture modulaire, est relu à la lumière des grilles précédentes. Cette étape constitue un retour réflexif sur un dispositif imaginé comme solution temporaire, et permet d'interroger les écarts entre intentions de conception et réalités habitables.

Limites et portée de la recherche

Ce travail de fin d'études n'a pas vocation à produire des résultats généralisables. Il s'inscrit dans une démarche exploratoire, réflexive et située, ancrée dans un contexte précis – celui de la Belgique post-inondations – tout en s'ouvrant à des échos internationaux. L'analyse proposée repose sur une combinaison de sources secondaires, de retours d'expérience personnels, d'outils construits sur mesure et d'une relecture critique d'un projet architectural.

Certaines limites méthodologiques sont pleinement assumées. L'absence d'enquête de terrain formelle (entretiens, immersions ethnographiques...) s'explique par le cadre académique, le calendrier contraint, et la volonté de concentrer l'analyse sur une lecture transversale des besoins à partir de matériaux existants. Ce choix a permis de construire une base claire, articulée, et susceptible d'être prolongée ultérieurement par des approches de terrain plus systématisées.

De même, le caractère hypothétique du dispositif analysé (*la Bulle dans le Cube*) ne vise pas à proposer une solution finalisée, mais à produire un retour

d'expérience réflexif, révélateur des tensions entre intention architecturale et réception sensible.

Ce travail a ainsi pour ambition de mettre en lumière la diversité des profils et des parcours affectés par une catastrophe, et d'interroger les angles morts des dispositifs standards.

L'architecture se pense plus aisément au cas par cas dans les contextes ordinaires ; en situation de crise, cette attention aux singularités semble se diluer dans l'urgence. Or c'est précisément dans ces moments de fragilité qu'un regard différencié devient crucial.

Il ne s'agit pas de revendiquer une égalité de traitement, mais une équité d'attention : chaque individu, chaque famille, chaque corps déplacé porte une histoire singulière, qui mérite une réponse ajustée.

Ce mémoire se conçoit comme une première pierre, un outil critique et modulable, destiné à alimenter des démarches futures – que ce soit à travers des projets concrets, des études de terrain approfondies, ou des adaptations à d'autres contextes géographiques et culturels.

Malgré ses limites, il propose une tentative de redéfinition du "minimum habitable" en situation de crise, une lecture croisée des vulnérabilités et des besoins spatiaux, ainsi qu'une critique constructive des politiques actuelles de relogement. Il souhaite contribuer à la réflexion sur la manière dont l'architecture pourrait devenir, non seulement un outil de secours, mais aussi un outil de soin, de reconnaissance, et d'ajustement.

Préambule – État de l'art : regards croisés sur le relogement post-catastrophe

1. Habiter : plus qu'un toit, une relation au monde

Habiter n'est pas seulement occuper un espace : c'est entretenir une relation vivante avec le monde, un ancrage sensoriel, un rythme quotidien, une mémoire incarnée. Cette idée, largement développée dans la tradition phénoménologique, dépasse toute définition fonctionnelle ou administrative de l'habitat. Heidegger (1954) affirme que « habiter, c'est prendre soin » : ce n'est pas seulement se loger, mais coexister avec un lieu, participer à son devenir, être dans le monde d'une manière située. Cette dimension de l'habiter comme mode d'être au monde est reprise et approfondie par Seamon (2018), qui souligne que la construction du "lieu" naît de gestes répétitifs, de liens symboliques et d'expériences sensorielles partagées dans le temps.

Bachelard (1957), quant à lui, explore les dimensions poétiques de l'habitat : la maison devient un théâtre intérieur, où les recoins (le grenier, la cave, l'alcôve) offrent un refuge psychique, un territoire de rêverie. Mais cette vision sensible ne peut être universalisée. Lefebvre (1974) rappelle que l'espace est socialement produit : les formes d'habitation dépendent d'un contexte culturel, historique et économique. Ce qui est considéré comme "habitabile" varie selon les sociétés, les époques et les inégalités de pouvoir. L'habiter est donc aussi une construction politique, traversée par des rapports sociaux.

Norberg-Schulz (1985) met en lumière un autre registre fondamental : celui des repères sensoriels. La lumière d'une pièce à un moment précis, l'odeur d'un sol humide, la texture d'un mur familier... Ces éléments subtils composent un paysage intime, souvent invisible, mais essentiel à notre sentiment d'ancrage. C'est souvent lorsqu'ils sont perdus – comme après une catastrophe – que l'on en mesure la portée. Ingold (2011) renforce cette idée : le lieu n'est pas un cadre figé, mais une trame d'expériences vécues. Marcher, habiter, se souvenir : ces gestes sont tissés ensemble. Perdre un lieu, ce n'est pas seulement changer de décor, c'est rompre une continuité corporelle, une trame de vie, une manière d'être au monde.

C'est précisément dans ces ruptures que se révèle la profondeur de l'habiter : Solnit (2009) montre que certaines communautés, dans le chaos des catastrophes, recréent du lien, du sens, et un début de réparation à travers une solidarité

émergente. Habiter devient alors un acte collectif, un soin mutuel, un espoir. Ce lien entre habiter, résilience et lien social est également mis en lumière dans les travaux de Cimellaro et al. (2022), qui considèrent les infrastructures humaines comme prolongement du tissu social. Enfin, la stratégie internationale "Build Back Better" promue par l'UNDRR (2015) invite à penser la reconstruction comme une opportunité de restaurer, mais aussi de transformer : reconstruire un lieu, c'est aussi re-tisser du vivant, de l'appartenance, et de la mémoire.

2. Perdre son chez-soi : impacts psychiques, identitaires et vulnérabilités émergentes

La perte du lieu de vie ne relève pas d'un simple déracinement géographique, mais d'une rupture profonde avec les repères symboliques, identitaires et corporels. Agneray et al. (2015) décrivent l'habitat comme une surface projective du Moi, un espace où se rejoue l'histoire individuelle, les émotions, les routines. Meagher et Cheadle (2020) ont montré à travers deux études indépendantes que la disparition du chez-soi affecte les structures cognitives et émotionnelles, provoquant un stress prolongé et une désorientation intérieure.

Cette vulnérabilité est inégalement répartie. Lavenda et al. (2023) rappellent que les adultes d'âge mûr, ayant investi émotionnellement et matériellement leur maison, sont souvent plus touchés que les plus jeunes. De même, Siaud-Facchin (2002) souligne que certains profils neuroatypiques – comme les personnes à haute sensibilité ou les enfants précoce – nécessitent une stabilité spatiale comme support de régulation émotionnelle. La disparition ou l'inhabitabilité du lieu peut alors déclencher des déséquilibres psychiques durables.

Mais d'autres effets, plus méconnus, émergent dans les contextes de déplacement accentué. Ezard (2012) a montré que l'usage de substances (alcool, opioïdes, tranquillisants) est fréquent chez les populations déplacées, en particulier en dehors des structures d'accueil formelles. Ces comportements peuvent être interprétés comme des réponses à la détresse psychique, à la perte d'autonomie et de repères.

Ces constats se retrouvent dans l'étude de Hertner et al. (2023), qui identifie un lien clair entre conditions de logement dégradées, isolement social et conduites d'usage. Greene et al. (2021) ajoutent que les structures d'aide sont souvent inadéquates pour répondre à la complexité des contextes post-crise, où les besoins de santé mentale se croisent avec les enjeux de relogement, de précarité et de reconstruction identitaire.

En Allemagne, Saleh et al. (2023) soulignent que les obstacles culturels, linguistiques et administratifs rencontrés par les réfugiés entravent leur accès aux soins, et aggravent leur vulnérabilité face à l'addiction. López-Atanes et al. (2025) confirment que les déplacés souffrant de troubles liés à l'usage de substances présentent des profils spécifiques – souvent plus précaires, isolés et exposés – qui nécessitent des réponses intégrées, sensibles et contextualisées.

3. L'attachement au lieu : une ressource pour la reconstruction

Face à la perte brutale du chez-soi, l'attachement au lieu se révèle comme un levier fondamental de reconstruction. Il ne s'agit pas seulement de rétablir une structure matérielle, mais de réanimer une continuité sensible, affective et symbolique. Le lieu est mémoire, rythme, repère. Qian et al. (2025) insistent sur le fait que reconstruire une maison ne suffit pas : il faut pouvoir reconstruire un lien avec le quartier, les voisins, les usages familiers. Rester proche du lieu sinistré, même dans un habitat modeste ou endommagé, peut préserver une part d'identité, là où un relogement impersonnel la diluerait.

Cette continuité géographique est d'autant plus précieuse qu'elle conditionne la résilience sociale. Swapan et Sadeque (2021) ont montré que les relogements forcés accentuent souvent la détresse psychologique : la distance, l'anonymat, la rupture avec les rituels de quartier désorganisent les repères et nourrissent un sentiment d'abandon. Therrien et Normandin (2009) parlent d'apprentissage situé : ce n'est pas tant l'abri qui soigne, mais le fait de reconstruire avec les habitants, en intégrant leurs savoirs, leurs habitudes, leurs attachements.

Plus récemment, Grabmaier (2025) a proposé un cadre de gouvernance inclusive qui valorise cette co-construction : elle y défend une participation accrue des habitants dès les premières étapes, afin de faire émerger une résilience enracinée, c'est-à-dire issue des réalités du terrain, des dynamiques sociales existantes et de la mémoire collective. À l'inverse d'une résilience plaquée, qui appliquerait des solutions standardisées sans tenir compte des spécificités locales, cette approche cherche à ancrer la reconstruction dans l'expérience vécue des populations concernées.

Ce changement de posture invite les acteurs de la reconstruction à ne plus considérer l'habitant comme un simple bénéficiaire passif, mais comme un co-auteur d'un futur possible, où la réparation ne se limite pas au bâti, mais inclut aussi les tissus sociaux, affectifs et symboliques.

Ce point est confirmé par Solnit (2009), qui décrit comment, dans les interstices de la catastrophe, émergent des formes spontanées de solidarité, de partage, d'entraide : des communautés de soin éphémères mais fondatrices, qui montrent que l'habiter est un geste politique autant que spatial. Ces moments liminaires, entre ruine et renouveau, sont des occasions rares où l'architecture peut se mettre au service d'une reconstruction relationnelle, pas uniquement structurelle.

Enfin, la stratégie "Build Back Better" du Sendai Framework (UNDRR, 2015) recommande d'intégrer ces dimensions humaines et collectives à la planification post-crise : en recréant des liens entre infrastructures, communautés et lieux de mémoire, elle invite à une forme de reconstruction qui n'efface pas l'avant, mais en prolonge les valeurs et les ancrages.

4. Réponses architecturales : une transition en tension

Les dispositifs de reconstruction post-catastrophe oscillent souvent entre nécessité d'agir vite et difficulté à penser juste. La logique de l'urgence priviliege des solutions uniformisées, souvent industrialisées, qui réduisent l'habitat à un abri fonctionnel et transitoire. Pourtant, nombre d'études soulignent le décalage entre ces réponses standardisées et les réalités vécues par les sinistrés.

Moatty, Gaillard et Vinet (2017) ont mis en évidence cette tension fondamentale entre les logiques descendantes (centrées sur les institutions, les plans-types et la rationalisation des coûts) et les logiques ascendantes (portées par les habitants, leurs attentes sensibles, leurs attachements). Ils montrent que la reconstruction est souvent pensée contre les usages, au lieu d'être co-construite depuis le terrain.

Félix et al. (2013) dressent un panorama critique du logement temporaire à l'échelle internationale. Leur étude révèle que ces dispositifs, pensés pour être provisoires, s'installent souvent dans la durée – sans pour autant répondre aux besoins évolutifs des habitants. Les effets secondaires sont nombreux : mal-être, démotivation, abandon progressif des lieux, dégradation accélérée.

Lizarralde, Johnson et Davidson (2010) insistent également sur les erreurs de conception fréquentes, liées à un manque de coordination entre les acteurs (ONG, autorités, architectes), à l'absence de concertation avec les usagers, et à une vision trop technique du relogement. Ils appellent à une approche plus intégrée, articulée autour de la participation, de la durabilité, et du respect des trajectoires sociales locales.

Barakat (2003) va plus loin en soulignant que l'habitat n'est pas un produit, mais un processus culturel. Reconstruire un logement, ce n'est pas simplement fournir un toit, c'est restituer un cadre de vie habité, avec ses rythmes, ses seuils, ses repères. Lorsque cette dimension est négligée, le risque est grand de créer un nouveau type de vulnérabilité, plus invisible mais tout aussi profond.

La littérature récente insiste également sur les effets de la temporalité désajustée entre l'administration du relogement et les besoins sensibles des personnes. Komatsuzaki et al. (2022) ont modélisé l'impact de ces temporalités mal alignées sur la dispersion sociale post-catastrophe. Plus le relogement est impersonnel et éloigné, plus l'exode se prolonge. Yamamura (2023) confirme que l'éloignement géographique et affectif aggrave la désintégration des communautés, affaiblit les réseaux d'entraide, et ralentit la reconstruction du lien à soi et aux autres.

Ce décalage entre l'urgence institutionnelle et la lenteur sensible du deuil et de la réappropriation pose une question centrale : comment concevoir un habitat post-catastrophe qui soutienne vraiment la transition intérieure, sans précipiter la rupture ? Comment faire de la reconstruction non pas une parenthèse logistique, mais un temps d'élaboration habitable ?

5. Habitat temporaire : contenir sans déraciner

Le logement temporaire, censé offrir une solution transitoire après la catastrophe, devient souvent un espace de prolongation du trouble. Il ne s'agit pas seulement d'un abri : c'est un espace liminaire, entre refuge et assignation, entre soin et relégation. Trop souvent, ces structures – containers, modules standardisés, lotissements impersonnels – reproduisent les blessures de la catastrophe en les inscrivant dans l'architecture elle-même.

Bris et Bendito (2019) ont montré que le design du logement temporaire influe directement sur la santé mentale des habitants : manque d'intimité, promiscuité, inconfort thermique, matérialité froide... Autant de facteurs aggravant les troubles anxieux et le sentiment d'abandon. Takahashi et Igarashi (2016) confirment que le logement impersonnel, normé, accentue l'isolement et la perte de repères.

Murayama et al. (2016) insistent quant à eux sur la fonction relationnelle de l'habitat : après une catastrophe, ce n'est pas tant le toit qui protège, que la possibilité de recréer des relations. Le logement temporaire, s'il n'intègre pas cette dimension, risque de devenir une "boîte de relogement", incapable de soutenir le tissu social.

Plus encore, Bilau et al. (2015) proposent un cadre de reconstruction plus intégré, où le logement temporaire devient un segment évolutif du processus de reconstruction, et non une solution figée. Cela implique de penser des habitats démontables, modulables, adaptables à la diversité des parcours – avec une attention portée à la durée réelle d'occupation, souvent bien plus longue que prévu.

Mais au-delà des critères techniques, c'est le vécu subjectif de l'espace qui reste le plus souvent négligé. Sasaki et Iwata (2020) alertent sur les séquelles psychologiques de longs séjours dans des habitats dégradés, mal pensés, où les habitants ne peuvent ni s'approprier l'espace, ni s'y sentir chez eux. Le logement temporaire, lorsqu'il ignore ces dimensions, devient un outil de désincarnation.

Cette critique a été relayée par plusieurs chercheurs (Lizarralde et al., 2010 ; Duyne Barenstein, 2006), qui insistent sur la nécessité d'un logement sensible, capable de contenir sans déraciner, de soutenir la reconstruction de soi sans imposer une rupture brutale avec le territoire d'origine. C'est dans cette optique qu'une approche modulaire, évolutive et située pourrait représenter une alternative – encore trop marginale – aux solutions standardisées.

6. Vers une architecture sensible et réversible

Face aux limites des réponses standardisées, de plus en plus de voix appellent à réinventer l'architecture post-catastrophe. Il ne s'agit plus seulement de répondre à un manque d'abris, mais de penser un habitat de transition réellement habité, qui ne soit ni un déni de lieu, ni un espace suspendu. Une architecture capable de panser autant que loger, d'accompagner le corps dans sa réadaptation au monde, d'offrir un espace de réappropriation sensible.

Oldrizzi (2023), dans un mémoire engagé, parle d'architecture de la permanence sensible. Ce terme recouvre une double exigence : la continuité du lien à soi, à l'espace, à l'autre – mais aussi une attention accrue à ce qui ne se voit pas, ne se mesure pas. C'est dans cette lignée que s'inscrit le dispositif *la Bulle dans le Cube*, proposé ici non comme solution idéale, mais comme outil critique, révélateur des tensions entre care, mobilité et ancrage.

Sukhwani & Shaw (2022) insistent sur la nécessité d'une résilience culturelle : permettre aux habitants de conserver leurs objets, leurs rites, leur territoire symbolique. Velut & Sukhwani (2021) montrent qu'un habitat temporaire, s'il

préserve les réseaux de proximité et les repères matériels, peut devenir le socle d'une reconstruction plus juste, plus ancrée.

Les travaux de Johnson (2007) et Barenstein (2006) confirment qu'une architecture sensible se construit avec les gens, pas pour eux. Une telle démarche suppose une réversibilité des dispositifs, une adaptabilité aux parcours, aux temporalités diverses de la reconstruction. Cela implique aussi de reconnaître la part non programmable du relogement : ce que les habitants vont détourner, modifier, apprivoiser.

Lizarralde et al. (2010) suggèrent que l'habitat d'urgence ne devrait jamais être figé, mais pensé comme une forme ouverte, susceptible d'évoluer avec le vécu. Cela rejoint la réflexion d'Ingold (2011) sur l'habiter comme cheminement, et celle de Norberg-Schulz (1985) sur le génie du lieu : un habitat sans lieu est un habitat sans mémoire.

Enfin, la pyramide des besoins spatiaux proposée dans ce mémoire, croisée avec les apports de Maslow (1943), rappelle qu'un logement post-catastrophe doit répondre à bien plus que des besoins physiologiques. Sécurité, intimité, personnalisation, expression de soi, continuité symbolique : chaque strate oubliée affaiblit le soin. Un petit espace, pensé avec attention, peut restaurer une dignité immense.

Chapitre I – Comprendre les conséquences d'un relogement mal adapté

I.1. Une seconde onde de choc : les effets psychiques, sociaux et sensoriels

"Rien ne vaut son propre lit."

"On peut aller partout, mais on revient toujours chez soi."

"Ahhh... enfin à la maison."

Ces phrases, banales en apparence, sont pourtant révélatrices d'une vérité affective et universelle : habiter un lieu, ce n'est pas seulement y dormir ou y stocker ses affaires. C'est y respirer selon un rythme connu, y poser son corps dans une continuité rassurante, y tisser des gestes rituels.

Le chez-soi, même imparfait, même modeste, constitue un espace d'ajustement invisible entre soi et le monde. Il calme, il situe, il régule.

La perte du logement, lorsqu'elle survient de manière brutale et imprévisible, constitue bien plus qu'un simple déplacement physique. Elle s'impose comme une rupture existentielle, qui ébranle les fondations matérielles, psychiques et symboliques de l'individu. Ce bouleversement déclenche ce que les psychologues identifient comme un traumatisme majeur, dont les effets peuvent s'inscrire bien au-delà de l'événement initial.



© Kelly Shannon - Pepinster

Sur le plan clinique, le traumatisme suit généralement des phases structurées, comparables à celles du deuil : sidération, colère, refus, tristesse, puis parfois résignation. Ce schéma est documenté dans la littérature psychotraumatologique, notamment par Horowitz (1986), qui décrit les « syndromes de réponse au stress » comme une succession de phases d'impact, d'évitement, de confrontation, puis d'intégration. Pourtant, comme le rappellent de nombreuses études et témoignages (Morishima et al., 2022 ; Sakisaka et al., 2016), ce processus n'est jamais identique d'un individu à l'autre. Le traumatisme est universel dans sa mécanique, mais profondément singulier dans sa résonance. Il dépend de l'histoire de chacun, de son réseau, de ses ressources internes. Ce n'est pas la catastrophe en soi qui blesse, mais la manière dont elle disloque l'équilibre intérieur.

L'étude de Morishima et al. (2022), menée au Japon après les inondations, montre que les personnes ayant vécu un relogement temporaire présentent des troubles de l'humeur, du sommeil, des douleurs physiques chroniques, et une perception négative de leur santé mentale, même plusieurs années après les faits. Ce phénomène est accentué chez les populations âgées, isolées ou déjà fragilisées avant la catastrophe. L'installation dans des logements impersonnels ou précaires aggrave ce sentiment d'abandon, en renforçant l'impression d'être oublié, déplacé, non reconnu.

Ces fragilités sont souvent nourries par une désintégration sociale. Le relogement peut impliquer une rupture brutale avec le voisinage, les repères de quartier, les commerces habituels. Sakisaka et al. (2016) relèvent que chez les évacués du séisme et tsunami de 2011, l'absence de soutien social perçu était le facteur principal corrélé à la dégradation de l'état de santé dans les mois qui ont suivi. Certaines personnes sombrent dans un isolement insidieux, faute d'avoir pu reconstruire un tissu relationnel dans le nouveau lieu.

Or, cet isolement n'est pas toujours visible. Il peut être masqué par une apparente résilience, par le fait de "ne pas faire de vagues", ou par la pression sociale à se montrer fort. Il est important ici de distinguer entre solitude choisie, parfois salutaire pour se reconstruire, et isolement subi, marqué par l'absence d'écho, de regard, de reconnaissance.

Et souvent, ce silence n'est pas seulement émotionnel : il est structurel. Car celles et ceux qui subissent le plus durement ces relogements – personnes âgées, précaires, sans réseau, ou neuroatypiques – n'ont pas toujours les moyens de faire entendre leur voix. Ce sont les "petites gens", discrets, épuisés, peu mobilisés, qui

n'entrent ni dans les débats publics ni dans les consultations urbanistiques. Leur vécu, pourtant dense et chargé, reste en marge, faute de relais ou de reconnaissance institutionnelle.

Enfin, sur le plan sensoriel, le relogement peut engendrer une désorientation corporelle subtile mais persistante. Les logements temporaires – souvent standardisés, bruyants, climatisés de manière uniforme, aux textures froides – effacent les repères sensoriels intimes du “chez-soi” : lumière, sonorité, odeur, température, matières familières. Ces repères ne sont pas de simples confort : ils participent à l'équilibre émotionnel. Matsuyanama et al. (2021) soulignent que les personnes relogées dans des modules collectifs au Japon ont exprimé un sentiment de déracinement sensoriel, renforcé par l'absence de possibilités de personnalisation ou de contrôle.

Ce que cela révèle, c'est que le relogement ne suffit pas à réparer. Il peut même prolonger l'état de rupture si les conditions ne permettent pas à l'individu de retrouver une cohérence de vie. Un logement n'est pas seulement un toit, c'est un appui symbolique pour se redresser. Cela suppose de considérer le relogement comme un espace de transition existentielle, pensé avec soin, capable d'accueillir la subjectivité blessée.

Car au fond, habiter, ce n'est pas simplement vivre quelque part.

C'est se sentir à nouveau vivant quelque part.

I.2. Le décalage entre réponse standard et réalité vécue

En contexte post-catastrophe, les institutions déploient des réponses d'urgence visant la mise à l'abri rapide : logements temporaires, modules préfabriqués, centres d'accueil, reconstructions accélérées. Sur le plan logistique, ces solutions paraissent efficaces. Elles permettent de restaurer une certaine continuité fonctionnelle. Mais sur le plan sensible, elles produisent souvent un décalage douloureux entre la norme administrative et l'expérience humaine.

Ce décalage naît d'une vision implicite de l'habitant comme unité neutre, logeable et standardisable. Or, habiter ne se réduit pas à disposer d'un espace conforme à des critères techniques. C'est un acte d'ancrage identitaire, une manière de se projeter dans le monde. Dans leur étude sur les quartiers temporaires japonais, Bris & Bendito (2019) montrent que les configurations spatiales imposées ont engendré une altération du sentiment de sécurité, une perte de repères temporels, et un appauvrissement du lien social, notamment chez les personnes

âgées ou vivant seules. L'uniformité des structures, la promiscuité sonore, l'impossibilité de moduler l'espace selon ses besoins exacerbent une sensation de dépossession intérieure.

Ce phénomène s'explique aussi par les objectifs implicites des politiques publiques : démontrer la réactivité de l'État, proposer une solution identique pour tous afin d'éviter les inégalités visibles, et limiter la conflictualité. Comme le souligne Bilau et al. (2015), la majorité des programmes de reconstruction post-catastrophe reposent sur des modèles de "delivery", centrés sur la fourniture rapide de logements, sans réelle évaluation des besoins différenciés. Cette stratégie produit des structures uniformes, technologiquement efficaces mais humainement inadaptées.

Le risque principal de cette standardisation est de générer une seconde dépossession, souvent invisible : perte de liberté d'action, de capacité de choix, de sentiment d'existence propre. Otsuyama (2022), dans une étude sur les quartiers relogés après inondation au Japon, montre que les associations de voisinage se sont dissoutes là où les habitants n'avaient pas été consultés, ni impliqués dans l'organisation du nouvel espace. Le logement, s'il est imposé sans dialogue, peut devenir un outil de désarticulation sociale, au lieu de soutenir le tissu relationnel existant.

Cette critique rejoint les apports du schéma de Cosson (2021) sur la "résilience évolutive", intégrant les dimensions politiques, culturelles, techniques et sociales de la reconstruction. Cette vision systémique montre que toute solution purement matérielle est vouée à l'échec si elle ne prend pas en compte les dimensions symboliques, relationnelles et sensibles de l'habitat.

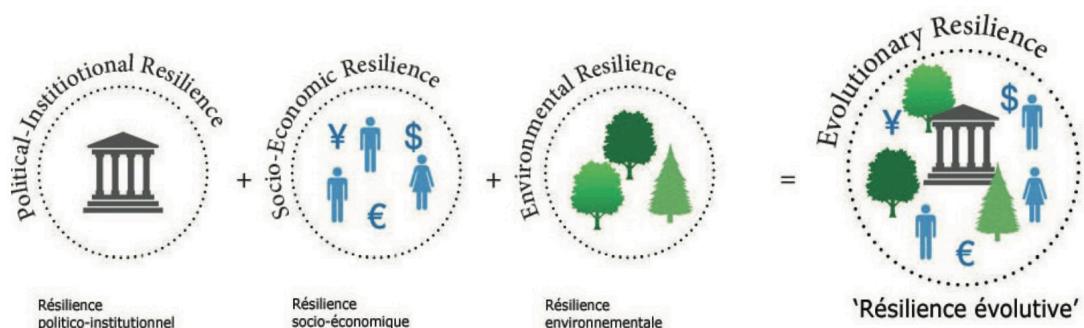


Figure 1 – Schéma de la résilience évolutive : articulation des dimensions politiques, sociales, techniques et environnementales.

Source : Cosson, V. (2021). Les territoires réhabilités du Tōhoku face aux enjeux de la reconstruction : entre politique publique et application locale, quelle place pour la résilience ? Communication à l'Université de Genève, p. 144.

(Adapté de Mägdefrau, 2016)

- La résilience politico-institutionnelle : elle interroge les cadres de gouvernance mis en place après la catastrophe. Qui détient le pouvoir décisionnel ? Quelle place est laissée à la participation citoyenne ? Cette dimension détermine en grande partie la légitimité et l'efficacité des actions entreprises.
- La résilience socio-économique : elle concerne la capacité d'une société à rétablir des conditions de vie viables sur les plans économiques, sociaux et culturels. Cela comprend la reprise d'activités, la reconstitution des réseaux de solidarité, l'accès aux ressources et aux services essentiels.
- La résilience environnementale : elle porte sur les adaptations nécessaires du milieu, qu'il soit naturel ou construit, pour faire face aux risques futurs. Cela inclut la relocalisation stratégique, la gestion des eaux, la renaturation, ou encore l'aménagement raisonné du territoire.

L'intérêt majeur de ce modèle est de souligner que la résilience véritablement "évolutive" ne peut émerger que de la combinaison active de ces trois dimensions. Une reconstruction purement technique ou institutionnelle ne suffit pas si elle néglige les dynamiques sociales ou les enjeux environnementaux. Ce cadre permet donc de penser la reconstruction non comme un retour à l'état antérieur, mais comme une transformation structurelle, ajustée, équitable et soutenable dans le temps.

Penser l'habitat post-catastrophe en termes de résilience, c'est donc élargir le regard : ne pas se contenter de reconstruire des murs, mais aussi des relations, des droits, des récits. Le logement devient un levier, mais il n'est efficace que s'il s'inscrit dans un tissu plus large de reconnaissance et d'écoute.

En définitive, les dispositifs "toutes-boîtes" ne manquent pas seulement de confort : ils manquent d'humanité. Ce sont des lieux qui n'accueillent pas, mais qui contiennent. Des lieux où l'on ne choisit rien, où l'on ne peut rien projeter, rien incarner. Et c'est précisément cette impossibilité d'habiter vraiment qui rend le relogement, parfois, plus douloureux que la catastrophe elle-même.

Le relogement devient alors une sorte de zone d'attente : on y suspend son souffle, on y met sa vie sur pause, en espérant pouvoir un jour "revenir" à un lieu, un rythme, un sentiment d'avant. Mais ce retour n'est jamais simple. Car l'attente elle-même transforme. On tente de ne pas trop s'installer, de ne pas s'attacher. On vit entre parenthèses. Et c'est peut-être cela, le plus cruel : ne pas savoir si l'on est en train de se reconstruire... ou juste de patienter.

I.3. Quand reloger agrave : vies fragilisées, récits invisibles

Le relogement, souvent perçu comme une étape de "résolution" post-catastrophe, peut paradoxalement amplifier la souffrance. Il ne constitue pas nécessairement une réparation. Dans certains cas, il devient une prolongation du traumatisme, un lieu d'abandon intérieur, voire une forme douce d'effacement. Cette réalité, bien que peu visible dans les récits officiels, est massivement documentée dans les enquêtes de terrain.

De nombreuses études soulignent que les effets délétères du relogement sont plus marqués chez les profils vulnérables. Les personnes âgées, lorsqu'éloignées de leur environnement familial, présentent un risque accru de déclin cognitif et de détresse émotionnelle (Murayama et al., 2016). Les personnes seules ou en situation de fragilité sociale, notamment les familles monoparentales, souffrent davantage du manque de soutien relationnel (Takahashi & Igarashi, 2016 ; Bris & Bendito, 2019). Les personnes en situation de handicap ou à besoins spécifiques sont souvent relogées dans des lieux non adaptés, aggravant leur isolement (Sasaki & Iwata, 2020). Enfin, certaines populations neuroatypiques ou à haute sensibilité – comme le rappellent Siaud-Facchin (2002) ou Agneray et al. (2015) – présentent un besoin accru de repères sensoriels stables pour maintenir leur équilibre psychique. Ces profils nécessitent une attention différenciée dans toute stratégie de relogement. Sakisaka et al. (2016) démontrent que l'absence de lien social perçu dans les centres d'évacuation temporaires japonais était directement corrélée à la dégradation de la santé mentale et physique des résidents. Ces lieux, conçus pour "protéger", devenaient pour certains des espaces de repli sans perspective, de plus en plus difficile à quitter.

Mais le problème ne se limite pas aux centres collectifs. Il s'étend aux logements modulaires standardisés, souvent vécus comme des "boîtes neutres", où l'individu n'existe plus comme sujet, mais comme dossier administratif. Bris & Bendito (2019) montrent que la conception spatiale de ces quartiers influence directement le bien-être psychique : plus les habitations sont denses, orientées vers l'extérieur, sans seuils de transition, plus le sentiment de perte de contrôle et d'exposition sociale augmente. Le relogé n'habite pas : il est assigné à résidence.

Ce sentiment d'être déplacé sans être entendu nourrit une forme de fatigue existentielle. Loin d'être seulement une question d'espace, le relogement devient une expérience de dépossession intérieure. Les personnes concernées n'ont parfois aucun pouvoir de choix, ni sur le lieu, ni sur le moment, ni sur la configuration de leur logement. Komatsuzaki et al. (2022), dans leur simulation des

trajectoires de relogement post-inondation à Tokyo, montrent que les préférences individuelles sont systématiquement sacrifiées au profit de modèles de gestion collective, dans une logique d'efficacité statistique. Cette tension entre gestion et ressenti produit des fractures intérieures durables.

Ces relogements "imposés" sont particulièrement violents pour les profils croisés à besoins différenciés – des personnes qui cumulent plusieurs vulnérabilités : être HPI et mère seule, être autiste et précaire, être âgé et sans réseau de soutien. Ces combinaisons échappent aux grilles d'évaluation classiques, et sont rarement prises en compte dans les protocoles de réponse. Elles révèlent un angle mort systémique, où l'inadaptation du logement se transforme en blessure répétée.

À cela s'ajoute une dislocation du tissu social. Otsuyama (2022) souligne que dans les nouveaux quartiers créés après relogement, les anciennes dynamiques de voisinage ne se reconstituent pas spontanément. Les habitants, déracinés géographiquement et symboliquement, se replient sur eux-mêmes. La perte du "nous" collectif, même implicite, empêche la création de nouveaux ancrages. Pour certains, cette désagrégation sociale est plus douloureuse encore que la perte matérielle.

C'est dans ce contexte que surgissent les refus de relogement, souvent perçus comme absurdes par les autorités. Comme le rapporte Pauline Oldrizzi (2023) dans son travail de fin d'études, un homme dit simplement : « Je mourrai ici, à Pepinster. » Ce refus est un acte de résistance identitaire, un refus d'être délogé une seconde fois : de son lieu, mais surtout de lui-même. Meagher et Cheadle (2020) rappellent que certains refusent de quitter leur maison détruite pour protéger leurs animaux, leurs souvenirs, ou simplement la trace de ce qu'ils ont été.

Ces récits ne sont pas anecdotiques. Ils nous invitent à penser le relogement non pas comme une opération neutre, mais comme un événement biographique à fort pouvoir de transformation – ou de blessure. Pour qu'il devienne un soin plutôt qu'un arrachement, il doit être co-construit, contextualisé, ajusté à la pluralité des récits de vie. Et cela suppose une posture radicalement différente : non plus distribuer des logements, mais reconnaître des existences.

Conclusion du chapitre I – Une blessure en surcouche

Ce premier chapitre a montré que le relogement, loin d'être un simple acte technique, constitue une expérience à haute densité existentielle. Il peut aider à se relever, mais il peut aussi figer, blesser, ou effacer. Non pas intentionnellement, mais par manque d'écoute, de nuance, de reconnaissance.

Ce que les études et témoignages analysés révèlent, c'est une constante : le vécu du relogement est toujours subjectif et contextuel, façonné par l'histoire, le contexte et la place singulière de chaque personne dans le monde. Il dépend de la personne, de son histoire, de son réseau, de son corps, de ses attachements visibles ou invisibles. Et c'est précisément ce que les réponses standardisées ne parviennent pas à saisir : cette mosaïque de vulnérabilités multiples, parfois croisées, parfois silencieuses.

À défaut de voir ces nuances, les politiques de relogement risquent de produire une deuxième catastrophe : celle de l'invisibilisation. De ceux qui "ont un toit" mais plus de chez-soi. De celles qui "ont été relogées" mais n'ont plus de sol intérieur. De celles et ceux qu'on ne voit pas, parce qu'ils ne crient pas, ou plus.

C'est pourquoi il devient essentiel, dans la suite de ce travail, de commencer à identifier ces profils souvent oubliés, de poser les premiers repères d'une cartographie non exhaustive, et de nommer leurs besoins spécifiques. Il ne s'agit pas de tout couvrir, mais d'ouvrir une lecture plus fine, plus différenciée du vécu post-catastrophe.

Le chapitre suivant s'inscrit dans cette perspective, en croisant les typologies de vulnérabilité avec une échelle ajustée et évolutive des besoins humains, afin de mieux comprendre pourquoi certaines personnes résistent, s'effondrent ou disparaissent dans l'ombre des solutions toutes faites.

Chapitre II – Typologie des profils vulnérables et cartographie des besoins

II.1. Identifier les profils vulnérables

II.1.1. Pourquoi différencier les profils ?

Toutes les personnes déplacées après une catastrophe ne sont pas affectées de la même manière. Certaines s'adaptent rapidement, d'autres sombrent dans un état de vulnérabilité accrue. Si les dispositifs de relogement temporaire sont généralement conçus pour répondre aux besoins "moyens", ils laissent de côté des trajectoires de vie plus fragiles, plus silencieuses, mais souvent plus exposées. Or, comme le soulignent Meagher et Cheadle (2020), perdre son logement n'est pas seulement un fait matériel : c'est une rupture identitaire, cognitive et émotionnelle. Cette rupture est d'autant plus violente lorsque le relogement vient effacer les repères au lieu de les reconstruire.

La littérature scientifique fait apparaître plusieurs profils de personnes à risque, chez qui l'impact du relogement impersonnel peut être aggravé. Ces profils ne doivent pas être abordés comme des catégories fermées, mais comme des configurations sensibles, à la croisée de facteurs psychiques, sociaux et contextuels.

Il est fondamental de souligner que ces profils ne sont pas exclusifs : une même personne peut cumuler plusieurs formes de vulnérabilité, parfois invisibles, qui se renforcent mutuellement. Une mère isolée peut être aussi autiste ou HPI ; une personne âgée peut souffrir de troubles anxieux ou vivre une situation de grande précarité. Cette typologie ne doit donc pas être lue comme une classification rigide, mais comme une tentative de rendre visibles des réalités souvent imbriquées et ignorées.

II.1.2. Profils vulnérables récurrents identifiés dans la littérature :

a. Les personnes âgées vivant seules

Parmi les populations affectées par une catastrophe, les personnes âgées vivant seules figurent parmi les plus exposées à une forme de vulnérabilité silencieuse mais sévère. Leur habitat n'est pas simplement un espace fonctionnel : c'est un

monde familier, façonné par les routines du quotidien, les souvenirs, les repères sensoriels, l'organisation des objets, la lumière d'une pièce à une heure précise. C'est le rappel d'un éventuel conjoint disparu. L'espace domestique agit alors comme un soutien identitaire et temporel, notamment en cas de fragilité cognitive débutante.

Lorsque ce lien est brutalement rompu par l'inondation, la destruction ou l'évacuation d'un logement, le relogement dans un lieu temporaire impersonnel peut entraîner une cascade d'effets délétères. Lavenda et al. (2023) mettent en évidence une augmentation marquée de la détresse psychologique et du sentiment de solitude après déplacement. Matsuoka et al. (2023), dans leur étude post-séisme au Japon, ont montré que les personnes âgées relocalisées dans des structures temporaires avaient un risque quatre fois plus élevé de développer une dépression sévère, et que ce risque augmentait avec l'isolement social et la perte de repères spatiaux.

Lorsque les moyens financiers ou institutionnels le permettent, ces personnes sont parfois redirigées vers des centres pour personnes âgées ou maisons de repos, perçus comme des solutions d'hébergement "adaptées". Pourtant, ce placement, lorsqu'il est subi, peut générer un sentiment de dépossession extrême : perte d'autonomie, rupture du lien au chez-soi, impression d'un glissement prématuré vers la fin de vie. Pour une personne âgée encore autonome ou attachée à sa liberté, ce déplacement vers une structure médicalisée peut être vécu comme une forme d'exil existentiel.

À cela s'ajoute une problématique souvent ignorée : celle du deuil non reconnu. Pour certaines personnes âgées, le logement perdu était aussi le lieu de vie partagé avec un(e) conjoint(e) disparu(e), une trace physique de leur biographie. Le relogement temporaire devient alors une forme de désaffiliation, qui vient précipiter un effondrement symbolique, parfois silencieux.

Ce profil devient d'autant plus vulnérable quand il est couplé à d'autres fragilités : troubles cognitifs débutants, problèmes de mobilité, précarité financière, ou dépendance affective à un voisinage ancien. Dans ces cas, la perte du chez-soi agit comme un accélérateur du vieillissement, voire un facteur de mortalité indirecte.

b. Les mères isolées avec enfants

Les familles monoparentales, en particulier les mères seules avec enfants, sont souvent parmi les premières à souffrir de l'inadéquation des dispositifs de relogement. Leur fragilité est multiple : charge mentale élevée, précarité financière, isolement, pression scolaire ou sociale. Lorsqu'un relogement temporaire ne permet pas de garantir une forme de stabilité, même minimale, les enfants peuvent rapidement perdre leurs repères, tandis que la mère s'épuise à tenter de contenir l'effondrement.

Qian et al. (2025) insistent sur le rôle crucial du réseau social de proximité dans la reconstruction post-traumatique de ces familles. Le fait de devoir quitter un quartier, des voisines soutenantes ou une école familiale peut entraîner une dégradation rapide de l'équilibre familial. Les logements collectifs ou modulaires mal isolés acoustiquement aggravent aussi l'hypervigilance et le stress parental. Il est aussi essentiel de rappeler qu'une mère est avant tout une personne, avec sa propre histoire, sa sensibilité, ses forces et ses fragilités. Elle peut également se retrouver dans d'autres situations de vulnérabilité : être en situation de handicap, avoir un haut potentiel (HPI), être autiste, ou souffrir de troubles anxieux. Ces profils se croisent et s'entrelacent, sans jamais se résumer les uns aux autres. Ce cumul de vulnérabilités invisibles accentue les risques de déséquilibre, d'isolement, et d'usure psychique prolongée.

c. Les personnes atteintes de troubles psychiques

Les troubles psychiques - qu'ils soient préexistants ou déclenchés par la catastrophe - constituent un facteur de vulnérabilité majeur, trop souvent invisibilisé dans les réponses d'urgence. Ces personnes ne présentent pas nécessairement de signes extérieurs identifiables, mais leur capacité à faire face à la perte du logement est profondément affectée. Pour elles, l'espace domestique joue souvent un rôle de stabilisateur interne, un contenant symbolique permettant d'apaiser les angoisses, d'organiser les pensées, de réguler les états émotionnels. Lorsque ce lieu disparaît, la désorganisation psychique peut être brutale. Meagher et Cheadle (2020) soulignent que le lien affectif au logement agit comme un facteur de protection contre la dépression, les états dissociatifs, ou les rechutes psychiatriques. Le relogement dans un espace collectif, impersonnel ou bruyant peut provoquer une détérioration rapide de l'état psychique : crises d'angoisse, troubles du sommeil, repli, voire épisodes délirants ou dépressifs majeurs.

De plus, les troubles psychiques sont rarement pris en compte dans les critères de relogement. Comme ils ne relèvent pas toujours d'un handicap reconnu, ils ne déclenchent ni accompagnement spécifique, ni aménagement spatial adapté. Or, comme le rappellent Swapan et Sadeque (2021), c'est souvent la perception subjective de la perte - et non seulement son intensité matérielle - qui génère la souffrance. Pour une personne fragile psychiquement, perdre ses repères sensoriels, son rythme de vie, ou son espace de repli peut devenir insupportable. Ces vulnérabilités peuvent aussi être aggravées par d'autres facteurs : isolement social, précarité, manque de soins, ou absence de diagnostic. Dans ces cas, la personne peut passer inaperçue dans le chaos post-catastrophe, sans que sa détresse ne soit repérée. Le relogement devient alors non pas un soutien, mais un facteur aggravant, voire un déclencheur de crise.

d. Les jeunes adultes précaires ou isolés

Parmi les profils les plus oubliés des dispositifs de relogement, les jeunes adultes précaires occupent une place singulière. Souvent autonomes en apparence, ils ne rentrent ni dans les critères d'urgence sociale (comme les familles), ni dans ceux du grand âge ou du handicap. Pourtant, leur vulnérabilité peut être profonde. Il s'agit d'étudiants sans soutien familial, de jeunes travailleurs à statut instable, ou de personnes en rupture familiale, affective ou institutionnelle.

Pour ces jeunes, l'habitat ne représente pas simplement un lieu de vie : il est souvent la première conquête d'indépendance, le premier espace d'expression de soi. Perdre ce logement - même modeste - peut donc provoquer une perte de statut, de confiance, de projection. Comme le rappelle Agneray et al. (2015), l'habitat est une "surface projective du Moi" : un espace où l'on construit son identité. En être privé, c'est aussi perdre un fragment de soi.

Le relogement dans des structures impersonnelles, transitoires, mal adaptées aux jeunes (foyers, centres collectifs, colocations contraintes...) accentue le sentiment d'échec ou de déracinement. Ces jeunes adultes peuvent alors glisser dans l'errance résidentielle, ou dans un repli intérieur silencieux. Ils ne réclament rien, ne revendiquent pas toujours, mais s'effacent progressivement du champ social. Ce sont les "invisibles" du relogement post-catastrophe.

Ce profil est d'autant plus à risque lorsqu'il cumule d'autres fragilités : trouble anxieux non diagnostiqué, haut potentiel mal compris, histoire familiale complexe, ou réseau social instable. Sans un espace pour se reconstruire, le jeune adulte peut rapidement perdre pied, sans qu'aucune alerte institutionnelle ne soit déclenchée.

e. Personnes en situation de vulnérabilité cognitive, sensorielle ou neurodéveloppementale

Certains profils de vulnérabilité ne sont pas toujours visibles, ni même reconnus comme tels dans les dispositifs d'urgence. C'est notamment le cas des personnes présentant un trouble du spectre autistique (TSA), un haut potentiel intellectuel (HPI), des hypersensibilités sensorielles, ou encore des troubles cognitifs ou anxieux chroniques. Ces personnes partagent souvent un besoin vital de prévisibilité, de repères stables, de contrôle sensoriel sur leur environnement. Un relogement standardisé, impersonnel ou collectif peut donc générer chez elles une surcharge émotionnelle intense, voire un effondrement psychique.

Chez les enfants HPI, comme le montre Jeanne Siaud-Facchin (*L'enfant surdoué*, 2002), la sensibilité émotionnelle et sensorielle est exacerbée. Ces enfants perçoivent le chaos environnant de façon amplifiée, sans toujours pouvoir exprimer leur détresse. Dans un logement transitoire mal adapté, ils peuvent développer des troubles anxieux, des troubles du sommeil, ou un retrait silencieux difficile à détecter. De la même manière, les adultes autistes ou hypersensibles peuvent vivre le relogement comme une violence invisible, générée par le bruit, la promiscuité, la perte de routine, ou l'impossibilité de personnaliser leur environnement.

Pourtant, ces profils sont quasiment absents des réflexions architecturales ou politiques liées au relogement post-catastrophe. Les études de Shaw et Goda (2021) montrent que l'accessibilité des centres d'évacuation ne couvre pas les besoins cognitifs ou sensoriels, et que ces dimensions ne sont que très rarement intégrées aux critères de conception. Cette invisibilisation renforce la vulnérabilité de personnes qui, pourtant, pourraient être stabilisées avec des aménagements simples mais ciblés.

f. Les familles migrantes ou issues de minorités culturelles

Certaines familles, bien que résidant depuis longtemps dans un territoire, continuent d'être perçues comme extérieures au tissu social local. Les familles migrantes, ou issues de minorités culturelles, portent avec elles une manière d'habiter souvent différente, façonnée par leurs pratiques rituelles, leurs rapports au collectif, et leur ancrage symbolique au lieu. Lorsque survient une catastrophe, elles sont confrontées à une double fragilité : la perte du logement concret, et l'effacement du tissu invisible de leurs repères culturels et sociaux.

Le relogement standardisé ne prend généralement pas en compte ces dimensions : la cuisine commune, les espaces d'échange intergénérationnel, les lieux de prière informels, les usages partagés de la cour ou du seuil. Or, comme le rappelle Qian et al. (2025), la continuité culturelle est un facteur déterminant de résilience post-catastrophe. Ne pas pouvoir reconstituer son cadre de vie coutumier, même dans un logement "neuf" ou "fonctionnel", peut générer un sentiment profond de perte de soi.

Dans certains cas, cette perte culturelle s'accompagne d'un isolement administratif : maîtrise partielle de la langue, méconnaissance des droits, absence de relais sociaux. L'éloignement géographique d'un quartier d'origine ou d'un réseau communautaire peut aussi produire une désaffiliation accélérée, une dépression non verbalisée, voire une renonciation à demander de l'aide.

La question de l'habitat ne peut donc pas être pensée indépendamment de la culture, surtout dans un contexte de reconstruction. Comme le souligne Sukhwani (2022), une architecture post-catastrophe doit intégrer la notion de résilience culturelle, c'est-à-dire la capacité à préserver des pratiques, des formes de vie et des récits, même dans des conditions temporaires. Sans cela, la reconstruction devient une forme de normalisation silencieuse, où les différences sont écrasées au nom de l'efficacité.

II.1.3. Vulnérabilités imbriquées : penser la complexité des parcours

Les profils évoqués jusqu'ici ont été présentés de manière distincte pour des raisons de clarté analytique. Mais dans la réalité, les trajectoires humaines ne se laissent pas enfermer dans des cases uniques. La vulnérabilité n'est jamais pure ni isolée : elle est souvent le résultat de croisements, de récits imbriqués, de couches d'expériences qui se superposent.

Une mère isolée peut aussi être haut potentiel (HPI), autiste ou en deuil. Une personne âgée peut cumuler isolement, précarité et troubles sensoriels non diagnostiqués. Un jeune adulte précaire peut porter des fragilités mentales, une rupture familiale, ou une quête identitaire encore instable. Dans ces cas, les effets d'une catastrophe naturelle ou d'un relogement mal adapté viennent réactiver une vulnérabilité latente déjà présente – voire la démultiplier.

Swapan et Sadeque (2021) insistent sur le rôle fondamental de la perception subjective de la perte : ce n'est pas tant l'intensité objective du dommage qui crée la détresse, mais l'histoire que la personne y projette. De même, Meagher et Cheadle (2020) rappellent que l'attachement affectif au lieu de vie est un puissant

facteur de stabilité psychique. Lorsqu'un individu a investi son logement comme un espace de reconstruction personnelle, sa perte devient bien plus qu'un changement d'adresse.

Ces profils croisés échappent souvent aux dispositifs publics. Ils ne relèvent d'aucune catégorie unique – ni médicale, ni sociale, ni familiale. Cela les rend invisibles dans les processus de tri, de relogement ou d'évaluation des besoins. Pourtant, les conséquences sont majeures : détresse prolongée, effondrement identitaire, rupture sociale. Lavenda et al. (2023) soulignent que c'est précisément chez ces publics "en tension" que la coexistence de vulnérabilités produit les effets les plus graves à long terme.

Penser une typologie croisée, c'est reconnaître que certains parcours de vie exigent des réponses sur-mesure, pensées à l'intersection des récits. C'est là que l'architecture peut devenir un levier subtil : non pour réparer toutes les blessures, mais pour ne pas en rajouter. Une porte fermée sur le calme, une lumière douce, un seuil identifiable... parfois, c'est cela qui soutient la reconstruction silencieuse.

II.1.4. Des profils croisés aux besoins différenciés

La typologie dressée ici ne prétend pas à l'exhaustivité, mais à une mise en lumière sensible : celle de parcours de vie qui ne rentrent pas dans les cases habituelles de la gestion post-catastrophe. Elle met en évidence une chose essentielle : la perte du logement ne touche pas tout le monde de la même manière, et certains profils traversent cette perte avec une intensité décuplée.

Qu'il s'agisse de personnes âgées déracinées, de mères isolées en surcharge, de jeunes adultes précaires, de personnes neuroatypiques ou en souffrance psychique, ou encore de familles migrantes en rupture culturelle, tous ces profils soulignent en creux l'inadéquation des modèles universels par ce qu'ils révèlent de l'absence. Et bien au-delà de ces catégories visibles, d'autres vulnérabilités émergent : personnes LGBTQIA+ confrontées à des environnements insécurisants, enfants ou jeunes en deuil, individus vivant avec des troubles sensoriels non diagnostiqués ou un haut potentiel mal compris... Ces figures marginales ou invisibles rappellent que la vulnérabilité n'est pas une donnée fixe, mais un état mouvant, façonné par l'histoire de chacun, son environnement, et la manière dont la société y répond.

C'est à partir de cette lecture fine des profils que peut émerger une réponse plus juste : non plus une solution uniforme, mais une attention portée aux besoins réels. Car un abri ne suffit pas toujours. Ce qui se joue dans le relogement, ce sont aussi des besoins émotionnels, sensoriels, sociaux, existentiels.

La suite du travail s'attachera donc à dresser une échelle différenciée des besoins, croisant les profils identifiés avec les niveaux d'ancrage nécessaires à une reconstruction digne – du physiologique au symbolique. Car habiter, même temporairement, c'est toujours plus que loger.

II.2. Vers une échelle différenciée des besoins

II.2.1. Proposition d'une échelle sensible des besoins post-catastrophe

Dans les situations d'urgence, la priorité des pouvoirs publics est souvent de répondre à ce qu'ils perçoivent comme les besoins les plus urgents : mettre les personnes à l'abri, fournir un lit, de la chaleur, de l'eau, de la nourriture. Cette réponse est compréhensible, mais elle tend à réduire l'habitat à une fonction strictement utilitaire, déconnectée de l'expérience sensible, affective et symbolique de l'habiter. Pourtant, reloger quelqu'un ne consiste pas seulement à le protéger physiquement. Il s'agit aussi de lui offrir les conditions minimales pour se reconstruire, maintenir son identité, et se réinscrire dans une continuité de vie.

La grille la plus souvent mobilisée pour hiérarchiser les besoins humains reste celle d'Abraham Maslow (1943), psychologue humaniste américain. Dans sa "hiérarchie des besoins", souvent représentée sous forme de pyramide, Maslow distingue cinq niveaux progressifs : besoins physiologiques, de sécurité, d'appartenance, d'estime, puis d'accomplissement de soi. Selon lui, les niveaux supérieurs ne peuvent être pleinement atteints que si les besoins plus élémentaires sont déjà satisfaits. Cette hiérarchie des besoins est souvent représentée sous la forme d'une pyramide, aujourd'hui largement diffusée dans les ouvrages éducatifs et les documents de politique publique. Bien que Maslow n'ait jamais lui-même proposé cette représentation graphique, elle reste un outil pédagogique utile pour situer les débats. Elle est reprise ici à titre d'appui critique.

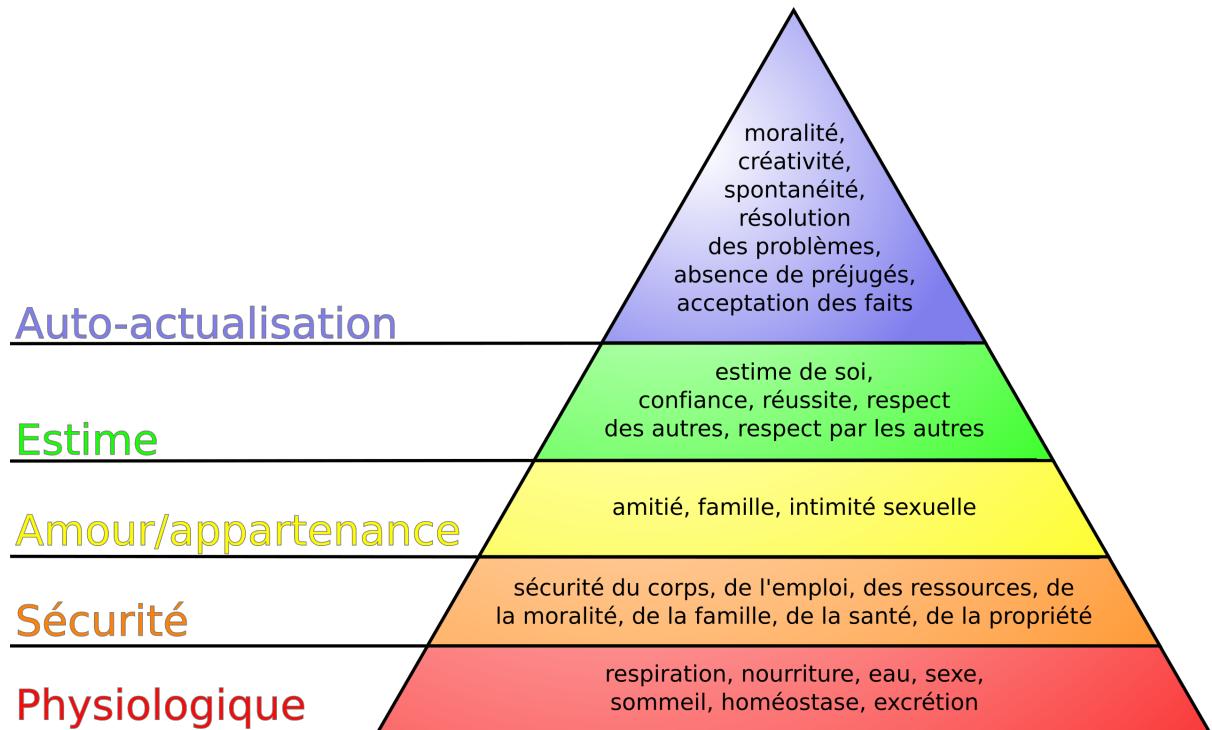


Figure 2 – Représentation schématique de la hiérarchie des besoins selon Maslow (1943).
Source : Wikipédia Commons.

Mais cette lecture linéaire, bien que structurante, présente plusieurs limites dans le contexte du relogement post-catastrophe :

- Elle repose sur une vision universaliste et occidentale de l'individu, centrée sur la réalisation de soi.
- Elle suppose une progression stable, alors que les parcours de vie sont souvent chaotiques et non hiérarchisables.
- Elle ne prend pas en compte les besoins sensoriels, symboliques ou culturels, pourtant fondamentaux dans l'expérience de l'habitat.

Pour mieux répondre à cette complexité, il paraît nécessaire de construire une échelle sensible et contextuelle des besoins, spécifiquement adaptée à la question du relogement post-catastrophe. Cette échelle ne cherche pas à remplacer la pyramide de Maslow, mais à en proposer une lecture critique et incarnée, en lien direct avec les profils vulnérables identifiés plus tôt.

Le classement proposé dans cette échelle sensible des besoins post-catastrophe ne suit pas une hiérarchie stricte, mais une logique d'emboîtement progressif, fondée sur les conditions concrètes observées dans les situations de relogement.

Chaque niveau correspond à un seuil d'habitabilité dont la non-satisfaction fragilise le suivant.

L'ordre adopté part ainsi des besoins les plus immédiats à contenir – physiologiques, sécuritaires et corporels – pour aller vers ceux qui permettent de se reconstruire dans la durée : repères temporels, liens sociaux, régulation sensorielle, puis enfin expression identitaire et projection de soi.

Cette structure s'inspire de la pyramide de Maslow, mais s'en détache sur plusieurs points :

- D'abord, les niveaux ne sont pas conçus comme strictement conditionnels ou linéaires : une personne peut avoir des besoins d'expression identitaire même si ses besoins de sécurité ne sont pas entièrement comblés.
- Ensuite, certains aspects fondamentaux de l'expérience d'habiter – sensoriels, symboliques, culturels – ne sont pas nommés dans la version classique de Maslow. Ils sont ici explicitement intégrés comme conditions de stabilisation psychique.
- Enfin, l'approche proposée se veut contextuelle, ancrée dans les situations de vulnérabilité post-traumatique, là où Maslow proposait une lecture plus universelle du développement humain.

Il ne s'agit donc pas d'évacuer totalement la hiérarchie classique, mais d'en proposer une adaptation critique, à la fois plus fine, plus située, et plus utile pour penser un relogement sensible et équitable.

L'échelle proposée repose sur des éléments observés dans les recherches existantes sur le relogement post-catastrophe (Morishima et al., 2022 ; Sakisaka et al., 2016 ; Matsuyanama et al., 2021 ; Lavenda et al., 2023), mais aussi sur les profils vulnérables identifiés dans la section précédente. Le classement en cinq niveaux ne prétend pas définir une norme universelle, mais traduit une progression logique dans le processus de reconstruction subjective : on ne peut (re)devenir soi, tisser des liens ou retrouver un sentiment de dignité sans un minimum de sécurité, de repères et de régulation sensorielle.

Cette structure reprend certains fondements de Maslow – notamment l'idée d'un emboîtement des besoins – mais en réintégrant les dimensions affectives, culturelles et sensorielles de l'habitat, souvent ignorées par les approches classiques. Contrairement à la version linéaire, elle admet des allers-retours, des chevauchements, et des priorités variables selon les individus.

Elle vise ainsi à offrir un cadre souple mais structuré, capable de guider la conception et l'évaluation des dispositifs de relogement, en tenant compte à la fois des exigences matérielles et des conditions symboliques de l'habiter.

Une proposition d'échelle en cinq niveaux :

1. Besoins physiologiques et de sécurité

Ce sont les fondements de toute stabilisation immédiate : accès à l'eau potable, à une température correcte, à l'hygiène de base, à la nourriture, au sommeil. Ils incluent également la protection physique contre les agressions ou le climat, ainsi qu'un minimum d'intimité corporelle (pouvoir se laver, dormir, se changer sans être exposé).

→ Exemple : Une personne âgée, fragile ou en perte de mobilité, peut voir son état de santé se dégrader très rapidement en l'absence de chauffage ou de sanitaires accessibles.

2. Besoins de stabilité et de repères

Au-delà de l'urgence, les personnes ont besoin d'un cadre régulier et identifiable : retrouver une routine, des horaires, des gestes du quotidien. Cela implique un espace organisé, déchiffrable, où l'on peut reconnaître ses objets, ses rythmes, ses usages. Ce niveau est crucial pour la santé mentale, en particulier chez les enfants, les personnes âgées ou les personnes anxieuses.

→ Exemple : Une mère isolée a besoin de reconstituer un rythme jour/nuit pour ses enfants, de retrouver un coin cuisine, un espace pour le sommeil, pour redonner du sens aux journées.

3. Besoins relationnels et sociaux

L'habitat est aussi un espace de lien : lien familial, communautaire, mais aussi droit à l'intimité. Un bon relogement permet soit de retrouver du lien, soit de se protéger de liens intrusifs – selon le vécu de chacun. L'absence de contrôle sur la proximité avec autrui peut générer stress, isolement ou tension.

→ Exemple : Un jeune adulte isolé peut plonger dans la dépression s'il est logé sans contacts sociaux possibles. À l'inverse, une femme victime de violences peut être mise en danger si elle est relogée dans une structure collective.

4. Besoins sensoriels, cognitifs et symboliques

Souvent négligés, ces besoins sont pourtant essentiels à la régulation émotionnelle. Lumière, bruit, odeurs, température, contrôle de l'environnement influencent directement l'équilibre psychique. Ce niveau intègre aussi les besoins de cohérence culturelle, de familiarité symbolique, de personnalisation de l'espace.

→ Exemple : Une personne autiste ou hypersensible peut entrer en crise dans un logement bruyant ou imprévisible. Une famille migrante peut se sentir déracinée si elle ne peut pas cuisiner ses plats, parler sa langue ou pratiquer ses rituels.

5. Besoins existentiels et identitaires

Enfin, tout espace habité est aussi un support d'identité. Un logement peut redonner un sentiment de dignité, permettre de se raconter à nouveau, d'imaginer une suite possible. À l'inverse, un espace impersonnel ou stigmatisant (ex : préfabriqué dégradé, dortoir forcé, chambre sans mémoire) peut entretenir un sentiment d'effacement, voire de déshumanisation.

→ Exemple : Une personne endeuillée qui perd sa maison familiale a besoin d'un espace où déposer symboliquement son histoire. Sinon, elle peut se figer dans le choc ou dans le silence.

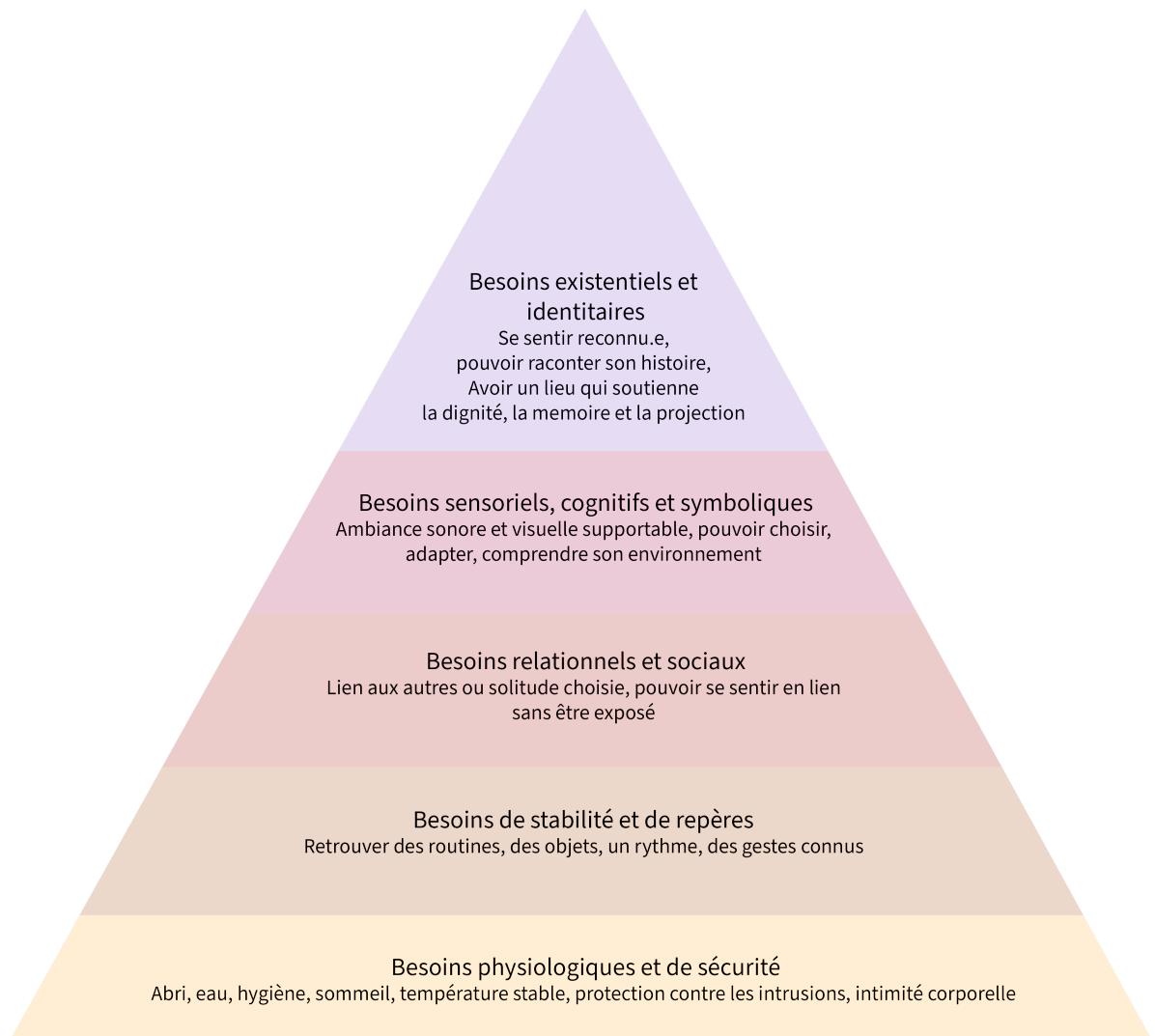


Figure 3 – La pyramide sensible des besoins post-catastrophe

Cette échelle ne vise pas à classer les besoins comme des cases à cocher. Elle propose plutôt une grille de lecture sensible, un outil de discernement pour guider la conception, l'adaptation et l'évaluation des relogements. Dans la section suivante, elle sera croisée avec les profils étudiés précédemment, afin de proposer une lecture transversale des besoins les plus criants, silencieux ou différenciés selon les vécus.

II.2.2. Exemples croisés : profils × besoins

Afin de mieux cerner l'articulation entre les différents profils de vulnérabilité identifiés précédemment et les niveaux de besoins issus de l'échelle sensible, le tableau ci-dessous propose une lecture croisée. Il ne s'agit pas d'une classification rigide, mais d'un outil de visualisation permettant de dégager les correspondances les plus saillantes entre parcours de vie singuliers et besoins spécifiques, du plus physiologique au plus existentiel. Cette grille sert de base à l'analyse des cas concrets présentés ensuite, et permet de mettre en lumière les angles morts des dispositifs standards, souvent insensibles à ces différenciations.

Afin de mettre en lumière les besoins différenciés selon les profils identifiés précédemment, le tableau ci-dessous propose une lecture croisée entre les types de vulnérabilité observés et les niveaux de besoins sensibles développés dans l'échelle précédente.

Il ne s'agit pas d'un tableau statistique, mais d'un outil de discernement : chaque case traduit ce que tel besoin peut signifier pour tel profil, dans une situation de relogement post-catastrophe. L'objectif est de rendre visibles des nuances souvent ignorées par les approches standardisées.

Le contenu des cases ne se limite pas à une définition générique du besoin, mais cherche au contraire à exprimer sa forme concrète, vécue, à travers :

- des exemples issus de la littérature scientifique et clinique ;
- des retours d'expérience rapportés dans les études post-catastrophe ;
- ainsi que ma propre lecture critique et située en tant que future architecte, attentive aux usages, aux vulnérabilités et aux environnements sensibles.

Ce tableau repose sur l'idée que les besoins sont universels, mais que leur expression est profondément singulière. Une personne âgée, une mère isolée, un jeune sans ressources ou une personne neuroatypique peuvent tous avoir besoin de sécurité, de stabilité, de lien... mais pas de la même manière, ni dans les mêmes priorités. C'est ce que ce croisement tente de rendre lisible.

Enfin, ce tableau n'a pas vocation à être figé. Il constitue une base réflexive évolutive, qui pourrait être enrichie par une enquête de terrain, des entretiens, ou des ateliers participatifs. Il est pensé comme un outil critique et adaptable, au service d'une architecture plus équitable, plus incarnée, et plus à l'écoute des parcours de vie.

Tableau croisé des profils vulnérables et de l'échelle sensible des besoins post-catastrophe

	1. Besoins psychologiques	2. Besoins de stabilité	3. Besoins relationnels	Besoins sensoriels	Besoins existentiels
a. Personnes âgées vivants seules	Accessibilité, température stable, sanitaire adaptés	Repères temporels et objets familiers	Lien affectif conservé (voisinage, famille)	Ambiance douce, personnalisation légère	Préserver mémoire du lieu de vie, continuité
b. Mères isolées avec enfants	Sécurité pour les enfants, hygiène, repos,	Routines claires pour enfants et parent	Réseau de soutien parental, non isolement	Cadre visuel et sonore apaisé pour enfants	Reconnaissance de leur charge mentale et dignité
c. Personnes atteintes de troubles psychiques	Environnement calme et non menaçant	Répétition, espace stable, rituels de gestion	Présence choisie, pas d'intrusion sociale	Stimulation douce, environnement lisible	Sentiment de respect, pas de dépersonnalisation
d. Jeunes adultes précaires ou isolés	Protection de base, alimentation régulière	Cadre structurant, repères de base	Possibilité de lien sécurisant, repères sociaux	Eviter le bruit, espace identifiable	Reconnaissance sociale, possibilité de projet
e. Personnes neuroatypiques / HPI / TSA	Repos, sécurité corporelle, gestions des stimuli	Structure prévisible, contrôle sur l'agencement	Liberté relationnelle, isolement ou inclusion choisie	Modulation sensorielle, codes visuels simples	Valorisation de l'identité atypique refuge intime
f. Familles issues de minorités culturelles	Conditions de vie dignes, sécurité face au racisme	Rituels culturels respectés, continuité familiale	Accès à une communauté ou soutien pair	Repères culturels (alimentation, langue, objet)	Maintien du récit culturel et familial

Note. Ce tableau n'est pas exhaustif, mais propose une lecture indicative des correspondances possibles entre profils sensibles et niveaux de besoins, dans le cadre d'une approche différenciée du relogement post-catastrophe.

Vécus sensibles - personas illustrant les profils étudiés :

Les personas qui suivent sont fictifs. Ils ont été construits à partir d'éléments récurrents observés dans la littérature scientifique et les retours d'expérience post-catastrophe. Leur fonction est illustrative : ils permettent de rendre sensibles les croisements entre profils de vulnérabilité et niveaux de besoins, sans prétendre représenter des situations réelles spécifiques.

En prolongeant le tableau croisé précédent, ces portraits rendent perceptibles les effets souvent invisibles d'un relogement mal ajusté. Ils incarnent les réalités multiples qui se cachent derrière les catégories théoriques, et donnent chair à des vulnérabilités trop souvent considérées comme abstraites.

Une personne âgée vivant seule, déplacée loin de son quartier d'origine

Madeleine a 83 ans. Elle habitait la même maison depuis plus de 50 ans, dans un quartier qu'elle connaissait par cœur. Après l'inondation, elle est relogée provisoirement dans une résidence à 30 km de là. Le bâtiment est neuf, bien équipé, mais elle ne reconnaît rien. Les bruits de ventilation la dérangent, elle n'ose pas demander de l'aide. Son sommeil est fragmenté. Elle pleure souvent, sans raison apparente. Ses besoins sensoriels et relationnels sont ignorés. Ce qui lui manque le plus, dit-elle, "ce n'est pas ma cuisine, c'est de savoir que la voisine du coin est encore là".

Une mère isolée avec deux enfants en bas âge, logée en structure collective

Sophie, 32 ans, vit seule avec ses deux enfants depuis sa séparation. Après la catastrophe, on lui propose un logement collectif temporaire dans un ancien gîte reconverti. Il y a du chauffage, des lits, des repas à heure fixe. Mais il n'y a pas de coin à elle, pas d'endroit où elle peut poser ses affaires sans qu'on y touche. Ses enfants dorment mal, crient, se chamaillent – elle n'a plus de repères pour les apaiser. Elle dit qu'elle "tient" parce qu'elle doit, mais elle n'a plus de pensée claire. Son besoin de stabilité, de sécurité sensorielle et d'estime est effacé par la simple logique d'hébergement.

Un jeune adulte hypersensible et précaire, logé en dortoir d'urgence

Lucas, 24 ans, a été coupé de sa famille depuis ses 18 ans. Diagnostiqué haut potentiel avec hypersensibilité sensorielle, il vit de petits contrats précaires. L'inondation a détruit son studio. On le relogé dans un dortoir partagé. Il dort avec des bouchons d'oreilles, mais le bruit, l'odeur, la lumière sont permanents. Il ne parvient plus à se concentrer, s'énerve pour des détails, se renferme. Il ne mange

plus. "Je ne suis pas fait pour vivre avec des gens autour tout le temps", dit-il. Sa fragilité cognitive et sensorielle, non visible, est totalement ignorée. Le provisoire devient pour lui une source de souffrance aiguë.

Une famille migrante séparée de sa communauté locale

Fatima, son mari et leurs deux enfants ont été relogés dans une autre commune, dans une maison mise à disposition par la région. Bien que les conditions matérielles soient correctes, ils ne connaissent personne, et leurs repères ont disparu : la mosquée, l'épicerie de quartier, l'école où on parlait leur langue. Fatima ne sort plus de la maison. Elle dit qu'elle se sent "flottante". Le mari a perdu ses horaires de travail. Les enfants refusent de manger à la cantine. Leur besoin de continuité culturelle et symbolique n'a jamais été interrogé. Le relogement a provoqué un effacement silencieux de leur identité.

II.2.3. Enjeux pour le projet architectural

Ce croisement entre profils vulnérables et échelle différenciée des besoins révèle un constat fondamental : aucun relogement, aussi fonctionnel soit-il, ne peut être universel. Ce qui apaise une personne peut en insécuriser une autre. Ce qui semble temporaire pour les uns peut devenir une impasse pour d'autres. L'architecture, dans ce contexte, ne peut plus se contenter de "loger" : elle doit accueillir la complexité des vécus, des sensibilités, des rythmes de reconstruction.

L'enjeu devient alors celui de l'ajustabilité : concevoir des dispositifs capables de s'adapter à la diversité des besoins, tout en restant techniquement et économiquement réalistes. Cela ne signifie pas créer un habitat sur-mesure pour chacun, mais penser des marges de souplesse, des gradients de confort, des seuils modulables. Cela implique aussi d'intégrer, dès l'amont du projet, des critères sensoriels, symboliques et narratifs, souvent absents des logiques de standardisation.

Ce changement appelle une évolution de posture du concepteur : passer de l'architecte-technicien à l'architecte-écoutant, capable de lire les récits, de repérer les tensions invisibles, et de co-concevoir avec les habitants ou leurs accompagnants. Plusieurs études sur le *post-occupation evaluation* (Komatsuzaki, 2021 ; Felix et al., 2022) montrent que les dispositifs les plus résilients sont ceux qui permettent l'appropriation, la personnalisation et la temporalité ajustée.

Cette approche rejoint les conclusions de Qian et al. (2018), qui ont modélisé les multiples dimensions de l'attachement au lieu dans le contexte post-catastrophe. Leur étude démontre que la reconstruction ne peut être effective si elle se limite à une réponse matérielle : elle doit intégrer des dimensions sociales, symboliques et psychologiques. En d'autres termes, reconstruire des murs ne suffit pas – il faut aussi reconstruire des liens, des appartenances, des repères.

Le modèle ci-dessous (Figure 3) visualise ces interactions complexes. Il met en évidence que le cadre physique, souvent central dans les politiques de relogement, n'est en réalité qu'un levier parmi d'autres. Des éléments comme le capital social local, la mémoire du lieu, le sentiment de continuité, ou encore la possibilité de s'impliquer activement dans le processus de reconstruction, jouent un rôle déterminant dans la capacité des individus à se réancker dans un lieu.

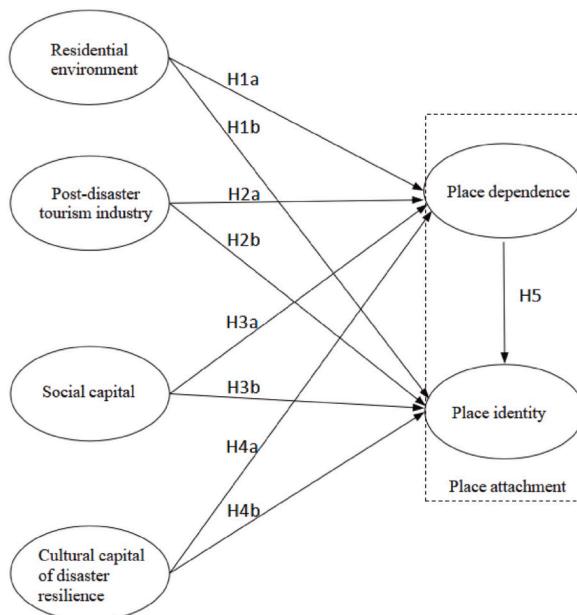


Figure 4 – Modèle des facteurs influençant l'attachement au lieu après relogement.

Source : Qian, J., He, S., & Liu, L. (2018). Restoring residents' place attachment after temporary relocation: A case study of post-earthquake resettlements in China. *Cities*, 72, 146-155. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2017.08.002>

Ce modèle dépasse donc une lecture purement architecturale du relogement : il propose une grille systémique, dans laquelle l'architecture devient support, interface relationnelle, et vecteur symbolique, plutôt que simple enveloppe fonctionnelle.

Dans le cadre de ce mémoire, l'intérêt de cette figure est double :

- D'une part, elle permet de relier les observations empiriques sensibles (personae, tableaux croisés, typologies) à une structure conceptuelle reconnue, venant valider et enrichir les hypothèses développées ici.
- D'autre part, elle oriente la réflexion architecturale vers une attention plus fine aux leviers d'adhésion au lieu : non plus simplement "où" reloger, mais comment permettre aux personnes de se ré-attacher, de manière sensible, active, et durable.

Enfin, il faut rappeler que certaines personnes ne demandent ni adaptation ni transfert : elles souhaitent simplement rester chez elles, même si leur logement est abîmé, même si l'eau a tout emporté. Ce désir, souvent jugé irrationnel, révèle pourtant un attachement profond, identitaire, vital au lieu. Comme le disait un habitant interviewé dans le TFE de Pauline Oldrizzi : « C'est chez moi, même si c'est boueux, même si c'est sale, c'est chez moi. »

Et cette déclaration d'une autre habitante âgée, refusant l'évacuation : « Moi je vais mourir ici, à Pepinster. »

Ces témoignages ne sont pas anecdotiques : ils expriment une forme de résistance symbolique, un refus d'être déraciné une seconde fois. Meagher et Cheadle (2020), cités également par Oldrizzi, rappellent que certaines personnes souhaitent rester, ne serait-ce que pour garder un œil sur leurs affaires, participer aux réparations ou rester près de leur animal de compagnie – souvent exclu des structures d'hébergement d'urgence. Pouvoir rester, même partiellement, c'est parfois ce qui permet de tenir.

Ces situations soulignent l'importance de penser le relogement non pas comme une délocalisation automatique, mais comme un processus négocié, habité, parfois même refusé. Cette tension sera explorée plus en profondeur dans le chapitre suivant, à travers une lecture critique des réponses architecturales apportées après la catastrophe.

II.2.4 – Équité, architecture et attention différenciée

Ce travail a pour ambition de mettre en lumière la diversité des profils et des parcours affectés par une catastrophe, et d'interroger les angles morts des dispositifs standardisés. L'architecture, dans les contextes ordinaires, peut s'adapter plus aisément aux cas particuliers ; elle devient, en quelque sorte, sur-mesure. Mais en contexte de crise, cette attention aux singularités semble se diluer dans l'urgence. Les dispositifs se normalisent, les réponses se standardisent, les

vulnérabilités s'aplanissent. Or c'est précisément dans ces moments de fragilité qu'un regard différencié devient essentiel.

Il ne s'agit pas de revendiquer une égalité de traitement, mais une équité d'attention. Car chaque personne déplacée – qu'elle soit âgée, isolée, neuroatypique ou en situation de handicap – porte une histoire singulière, une mémoire de l'espace, une forme propre de désorientation. Répondre à ces histoires ne peut se faire par une solution unique, mais par une réponse ajustée, attentive aux différences.

Cela interroge en profondeur le rôle de l'architecture : est-elle encore architecture lorsqu'elle se limite à abriter, sans permettre d'habiter ? Abriter relève d'une réponse fonctionnelle – mettre à l'abri du froid, de la pluie, du danger. Habiter, au contraire, suppose un ancrage symbolique, une continuité corporelle, un espace que l'on peut s'approprier, rêver, transformer. L'habitat devient alors un support de subjectivité, un partenaire du soin, un témoin de l'intime.

Cette distinction est cruciale : car c'est souvent au nom de l'urgence qu'on écarte la complexité. Or c'est justement dans ces situations de vulnérabilité extrême que l'attention aux détails, aux textures, aux repères sensoriels familiers, devient un levier de reconstruction intérieure.

Dès lors, l'architecture post-catastrophe ne peut se contenter d'être une réponse technique. Elle devient un acte politique et éthique, une manière de dire à chaque personne sinistrée : *"Je te vois, je reconnais ton histoire, je la rends habitable."* C'est à cette condition qu'elle pourra être, au-delà du secours, un véritable outil de soin et de dignité.

II.3. Les angles morts du relogement standard

Face à la nécessité de reloger rapidement des populations sinistrées, la réponse institutionnelle s'est historiquement construite autour de modèles standardisés, pensés pour être efficaces, reproductibles, économiques. Modules préfabriqués, logements "toutes-boîtes", hébergements collectifs ou mobil-homes constituent aujourd'hui encore l'essentiel des solutions proposées. Pourtant, ces dispositifs, conçus comme "temporaires", peuvent devenir structurellement inadaptés, voire nuisibles, pour une partie significative de la population.

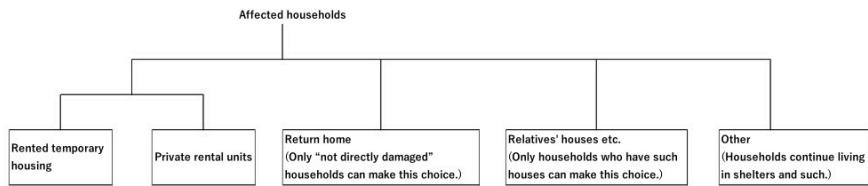
Ce que ces solutions standard occultent, ce sont les décalages profonds entre besoin perçu et réponse réelle. Le logement temporaire est souvent défini à partir d'un critère physique minimal (mise à l'abri, accès à l'eau, à l'électricité), sans prise en compte des conditions de vie réelles, des trajectoires biographiques, ni des fragilités invisibles. Ces solutions sont pensées pour "le plus grand nombre", mais oublient les 5 à 15 % de personnes dont les besoins s'écartent des normes moyennes : personnes hypersensibles, endeuillées, en errance, neuroatypiques, ou vivant des formes de rupture identitaire.

Plusieurs études le démontrent (Felix et al., 2022 ; Lavenda et al., 2023 ; Qian et al., 2018) : ces dispositifs "neutres" échouent à restaurer un sentiment de continuité, d'appartenance ou de contrôle. En ignorant les dimensions sensibles de l'habiter – lumière, silence, intimité, mémoire, enracinement – ils produisent souvent une double violence : d'abord la catastrophe, puis la relégation impersonnelle.

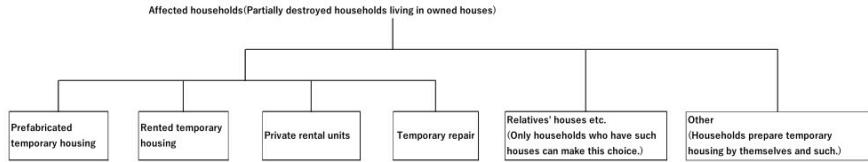
Ce qui fait défaut dans de nombreuses politiques publiques, ce n'est pas seulement l'écoute des besoins sensibles, mais aussi la compréhension fine des logiques de choix résidentiels. Comme l'illustre le modèle de simulation développé par Komatsuzaki (2022), les décisions de relogement post-catastrophe ne sont jamais neutres ni universelles : elles dépendent d'un ensemble de facteurs tels que la distance, la configuration familiale, le type d'habitat antérieur ou encore les possibilités économiques.

La figure ci-après (Figure 5) illustre les scénarios types de relogement simulés un mois et six mois après une catastrophe, en distinguant notamment les choix disponibles selon que les ménages sont locataires ou propriétaires. Elle met en lumière l'éventail des stratégies résidentielles – depuis le retour au logement d'origine jusqu'au relogement autonome, en passant par l'accueil chez des proches ou la location privée.

One Month Later for All



Six Months Later for only Owners



Six Months Later for All

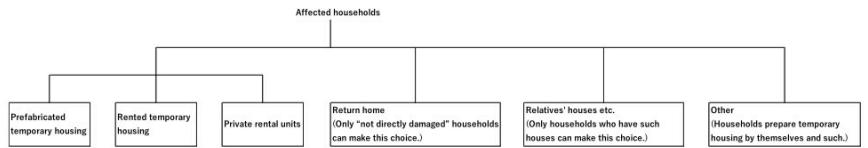


Figure 5 – Scénarios de choix résidentiels post-catastrophe selon Komatsuzaki (2022)

Source : Komatsuzaki, N. (2022). How the choice of temporary housing impacts on widespread displacement after large-scale flooding? A disaster recovery simulation in Tokyo metropolitan area. International Journal of Disaster Risk Reduction, 65, 102538.

<https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2021.102538>

La Figure 6, quant à elle, présente un schéma algorithmique de la simulation conduite dans cette étude. Chaque ménage est modélisé comme un agent décisionnel, influencé par des critères tels que le nombre de chambres, le coût, la distance, ou le stock de logements disponibles. Ce modèle rend visibles des paramètres souvent ignorés dans les politiques de relogement : logiques économiques, contraintes structurelles, préférences spatiales.

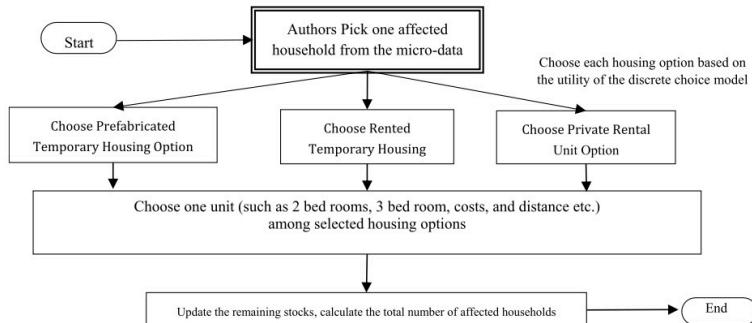


Figure 6 – Modèle de simulation des trajectoires de relogement post-inondation selon Komatsuzaki (2022)

Source : Komatsuzaki, N. (2022). How the choice of temporary housing impacts on widespread displacement after large-scale flooding? A disaster recovery simulation in Tokyo metropolitan area. International Journal of Disaster Risk Reduction, 65, 102538. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2021.102538>

Ces visualisations confirment l'idée centrale de ce chapitre : les parcours résidentiels ne sont jamais neutres, ni intervertibles. Ce qui est souvent présenté comme une "solution unique" est en réalité un arbitrage complexe, vécu différemment selon les trajectoires individuelles, les ressources mobilisables, et les attachements existants.

Enfin, ces dispositifs sont souvent porteurs d'une vision implicite de l'habitant comme sujet adaptable, rationnel, silencieux, ce qui nie l'hétérogénéité des vécus et des capacités d'adaptation. Cette tension peut être mise en lumière dans un encadré critique.

Pour mieux saisir la dissonance entre la logique des dispositifs standardisés et l'expérience vécue des habitants, un encadré critique a été produit dans le cadre de cette recherche. Il synthétise, sous forme contrastée, les écarts récurrents relevés entre le discours institutionnel et le ressenti des personnes relogées, tels qu'ils émergent dans la littérature, les témoignages et les retours de terrain. Ce "miroir" des intentions permet de mettre en lumière les malentendus structurels qui traversent les politiques de relogement post-catastrophe.

Miroir des intentions : ce que dit le dispositif, ce que vit l'habitant

Ce que dit le dispositif	Ce que vit l'habitant
"Un logement de transition"	"Une vie mise entre parenthèses"
"Des solutions pour tous"	"Je suis invisible dans ce modèle"
"Un hébergement efficace"	"J'ai perdu mes repères et ma dignité"
"Un toit pour se reconstruire"	"Une boîte froide, sans mémoire, sans odeur, sans moi"

Ce tableau ne prétend pas à l'exhaustivité, mais il donne à voir, par contraste, la nécessité d'une posture plus attentive aux vécus réels. Il s'inscrit dans une démarche critique visant à questionner le langage, souvent techniciste, des politiques de l'urgence, et à y réintroduire la voix de celles et ceux qui habitent réellement ces dispositifs.

Ces angles morts soulignent enfin une tension centrale : la temporalité du relogement n'est pas celle de la reconstruction personnelle. Ce qui est considéré comme "temporaire" peut durer des mois, voire des années. Et l'empreinte laissée par cette précarité peut, elle, s'inscrire de manière durable. C'est pourquoi penser le relogement ne peut se limiter à une gestion logistique : c'est une responsabilité humaine, éthique, sociale. Il faut sortir d'un paradigme du relogement qui normalise la perte, pour entrer dans une logique de réparation du lien au lieu, au corps et à soi.

Conclusion du chapitre II – Une équation sensible entre profils, besoins et espace

Ce chapitre a tenté de déplier, avec rigueur et délicatesse, la complexité des situations de relogement post-catastrophe à travers une double grille de lecture : celle des profils vulnérables, et celle des besoins humains différenciés. Loin de toute généralisation, il a mis en évidence que les effets d'un même événement peuvent varier profondément selon l'histoire, le corps, la trajectoire ou la sensibilité de chacun.

En construisant une typologie de profils à risque, enrichie par des études de terrain, des recherches scientifiques et des récits narratifs incarnés, ce travail a permis de nommer ce qui est souvent ignoré : les angles morts du relogement standardisé. Qu'il s'agisse d'une personne âgée, d'un jeune hypersensible, d'une mère isolée ou d'une famille déplacée, chaque trajectoire révèle des besoins spécifiques, parfois incompatibles avec les dispositifs conçus "pour tous".

L'échelle sensible des besoins proposée ici, inspirée mais aussi critique vis-à-vis du modèle de Maslow, propose une lecture plus ajustée, située et traversée par l'expérience. Elle invite à considérer l'habitat non comme un simple abri, mais comme un espace de régulation existentielle, capable d'accueillir la reconstruction intime et sociale.

Enfin, le tableau croisé profils/besoins et les personae narratifs ont renforcé la portée opérationnelle de cette analyse : ils montrent que penser un relogement, ce n'est pas cocher des critères techniques, mais composer avec des humanités singulières. En cela, l'architecture post-catastrophe devient un acte politique autant qu'un acte de soin.

Ces éléments théoriques et sensibles posent les fondations de la discussion critique à venir. Car si les limites des dispositifs actuels sont désormais bien identifiées, reste à imaginer comment intervenir autrement : avec plus d'écoute, de souplesse, et d'humilité. C'est ce que le prochain chapitre viendra interroger.

Chapitre III – Critique et pistes sensibles

III.1. Déplier les angles morts du relogement

À l'issue de ce parcours, une évidence s'impose : ce ne sont pas les dispositifs techniques qui manquent, mais l'écoute des subjectivités. Trop souvent, l'architecture d'urgence s'arrête là où commence l'intime. Elle loge sans habiter, contient sans accueillir, encadre sans comprendre.

Comme l'ont montré les chapitres précédents, la blessure post-catastrophe est double : perdre son lieu, puis être relogé dans un espace qui ne nous reconnaît pas. Pour certaines personnes, cette séquence produit une discontinuité existentielle, une impossibilité à se raciner à nouveau. Et pourtant, cette souffrance reste souvent ignorée : elle n'est pas chiffrable, elle ne fait pas scandale, elle ne déroge pas à la norme. Elle est silencieuse, subjective, et donc rarement prise en compte.

Ce déni structurel s'explique par la logique dominante de standardisation : une réponse uniforme, rapide, quantifiable. Il s'agit de loger vite, pour beaucoup, à moindre coût. Mais cette stratégie produit un paradoxe cruel : plus elle répond aux besoins généraux, plus elle échoue à répondre aux besoins spécifiques. On normalise les corps, les récits, les douleurs. On suppose que loger, c'est suffisant. Que répondre aux "besoins fondamentaux" garantit le reste.

Or, comme l'ont montré Maslow (1943), Lavenda et al. (2018), ou Komatsuzaki (2022), les besoins humains sont entrelacés, dynamiques, situés. Le besoin d'un toit ne suffit pas si l'on perd toute capacité d'action, de choix ou de lien. L'abri ne soigne pas si l'espace écrase, sature, ou isole davantage. Et ce n'est pas tant la précarité du lieu qui blesse, que l'absence de prise en compte du vécu.

Cette tension entre relogement urgent et reconstruction habitée n'est pas nouvelle. Dès 1951, dans un contexte de reconstruction d'après-guerre, Martin Heidegger alertait sur cette confusion entre loger et habiter. Dans *Bâtir, Habiter, Penser*, il écrivait :

« Ce n'est pas le manque de logements qui est grave. Le grave, c'est que les hommes, de nos jours, pensent trop peu au fait qu'ils habitent et à ce que signifie habiter. »

Heidegger rappelait que habiter est un mode d'être, pas une fonction. C'est une manière de faire monde, d'être en relation avec le lieu, le ciel, les autres. Il écrivait encore : « *Nous n'habitons pas parce que nous avons bâti, mais nous bâtissons et avons bâti parce que nous habitons.* »

Cette inversion radicale interroge directement nos politiques contemporaines de reconstruction. Comment penser un habitat qui *prépare à habiter*, plutôt qu'un habitat qui s'impose sans écoute ? Comment concevoir des espaces qui permettent aux habitants de se remettre à vivre, à éprouver, à choisir, à faire récit ? Le relogement, tel qu'il est souvent pensé aujourd'hui, devient une zone d'attente existentielle. On y suspend sa vie. On y attend de revenir à l'avant – ou à soi. Mais cette attente transforme. Elle peut figer, désincarner. Et dans certains cas, elle devient plus douloureuse que la catastrophe elle-même, car elle étouffe doucement l'espérance d'un retour possible.

Il ne suffit donc pas de reconstruire des structures. Il faut réouvrir un chemin vers l'habiter. Et cela implique un déplacement du regard, une autre posture. Le chapitre suivant propose d'explorer cette bascule, en s'interrogeant sur ce que pourrait être une posture d'architecte-écoutant, capable de lire les besoins invisibles, les récits silencieux, et les tensions sensibles que les murs seuls ne révèlent pas.

III.2. Vers une posture d'architecte-écoutant

Face aux limites des dispositifs standardisés analysées précédemment, une nouvelle exigence s'impose : celle de repenser la posture du concepteur. Dans les contextes de post-catastrophe, l'architecte ne peut se contenter de bâtir. Il est appelé à écouter, décoder, traduire – non pas seulement des besoins techniques, mais des récits, des fragilités, des attachements invisibles. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la figure de l'architecte-écoutant.

Cette posture ne nie pas la technicité ni la responsabilité du concepteur, mais elle introduit une qualité d'attention radicalement différente. Elle suppose un déplacement : de l'idée d'« offrir une solution » à celle de proposer un appui. Elle implique une co-interprétation du lieu, du vécu, de ce qui reste habitable. Elle engage à concevoir avec plutôt que seulement pour.

Cette approche trouve écho dans plusieurs recherches récentes. Qian et al. (2021), à travers une revue d'études sur l'habitat post-catastrophe, insistent sur l'importance de la participation communautaire, de l'adaptabilité, et de la reconnaissance des récits locaux comme base du projet. De même, Bris & Bendito (2019), dans leur analyse de la reconstruction au Japon, soulignent que les projets durables sont ceux qui laissent une place à la mémoire, à l'appropriation, au temps long.

Or, la logique de l'urgence tend à invisibiliser tout cela. Comme le montre Komatsuzaki (2022), les simulations de relogement post-inondation à Tokyo révèlent que les décisions de relogement sont rarement prises en fonction du lien au lieu, mais selon des critères d'efficience logistique. Pourtant, les habitants déplacés trop loin ou trop vite expriment une détresse accrue, une perte de repères, un sentiment d'effacement.

Ce que ces études révèlent, c'est que l'espace est bien plus qu'un contenant. Il est matrice de lien, support de mémoire, interface de réparation. Mais cela n'est possible que si le concepteur accepte de s'ouvrir à l'incertitude : ce qui fait sens pour l'un peut être anxiogène pour l'autre. Une orientation, un seuil, une distance peuvent déclencher ou apaiser une angoisse, selon les histoires de vie.

C'est pourquoi l'architecte-écoutant doit apprendre à décoder l'invisible : le non-dit, les silences, les micro-gestes, les objets gardés, les espaces évités. Il ou elle doit travailler avec des médiateurs, des travailleurs sociaux, des psychologues ou des habitants eux-mêmes, pour traduire ces signaux faibles en dispositifs réels. C'est une démarche exigeante, mais fertile : elle permet des marges d'appropriation, des gradients de confort, des possibilités de retrait ou d'engagement progressif dans l'espace.

Dans cette perspective, le projet architectural devient un outil de narration et de soin. Il ne répare pas à la place, mais permet de réparer avec. Il ne guérit pas, mais il peut soutenir, accompagner, ouvrir. Il agit par le seuil, la lumière, la modularité, le choix. Comme le rappellent Lavenda et al. (2018), dans les habitats temporaires étudiés en Italie, les habitants qui avaient la possibilité de personnaliser leur logement, même modestement, ont exprimé une plus grande satisfaction, un sentiment de réappropriation, et une résilience accrue.

Ce changement de posture implique aussi un questionnement sur le rôle même du projet : doit-il tout dessiner ? Tout figer ? Ou peut-il ouvrir des espaces à habiter, sans imposer de manière d'habiter ? Le risque est grand de trop

“projeter”, de plaquer un idéal spatial sur des corps qui n’en veulent pas. L’écoute devient alors une étape préalable et continue du processus, pas un ajout ponctuel ou symbolique.

Cette posture se traduit dans le présent travail par l’élaboration d’un dispositif architectural critique, pensé non comme solution standard, mais comme point de départ d’une réflexion située. L’objectif n’est pas de figer une forme idéale, mais de rendre visibles des récits effacés, de proposer des marges d’appropriation, et de donner une place à l’ajustement progressif. À travers l’analyse de profils croisés et d’une échelle différenciée des besoins, ce projet cherche à offrir un espace transitoire capable de soutenir sans imposer.

Enfin, il faut le dire : cette posture n’est pas confortable. Elle demande du temps, de l’humilité, de la remise en question constante. Elle interroge l’ego du concepteur, la vitesse du chantier, la standardisation de la commande publique. Mais elle est peut-être la seule voie pour que l’architecture, dans un monde de plus en plus traversé par les crises, redevienne ce qu’elle a toujours été au fond : un geste d’hospitalité.

III.3. Retour critique sur la “Bulle dans le Cube” : apprendre de son propre projet

III.3.1. Genèse du dispositif : une première tentative de réponse

La “Bulle dans le Cube” a été conçue dans un contexte académique antérieur à ce mémoire, lors d’un exercice, portant sur les enjeux du relogement post-catastrophe. Ce projet initial ne s’appuyait pas encore sur une démarche de recherche approfondie, mais sur une intuition architecturale forte, née d’une réflexion sensible sur le fait que beaucoup de sinistrés ne souhaitent pas quitter leur logement, même endommagé. Il s’agissait de répondre à une question simple mais centrale : *comment permettre à une personne de rester chez elle, même si son habitat est momentanément inhabitable ?*

Afin d’illustrer concrètement la réflexion menée dans cette partie, deux extraits visuels issus du projet “Bulle dans le Cube” sont intégrés ci-dessous. Ce projet a été élaboré dans le cadre d’un atelier d’architecture, avant la rédaction du présent mémoire.

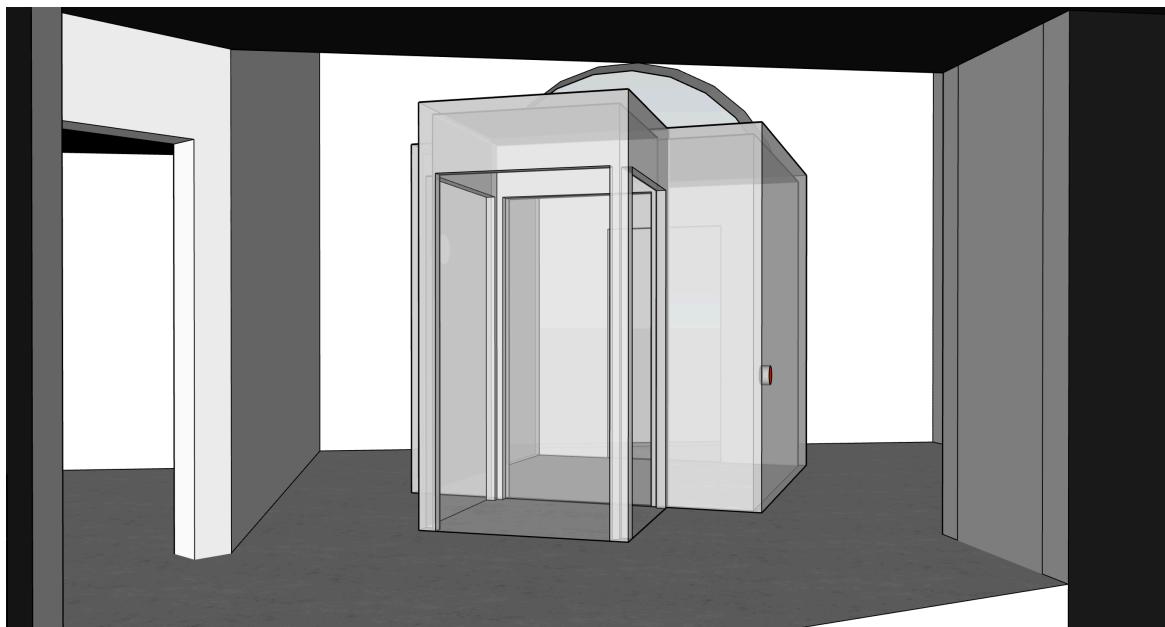


Figure 7 – Visualisation 3D de la Bulle implantée dans un bâtiment. Source : projet personnel, 2025.

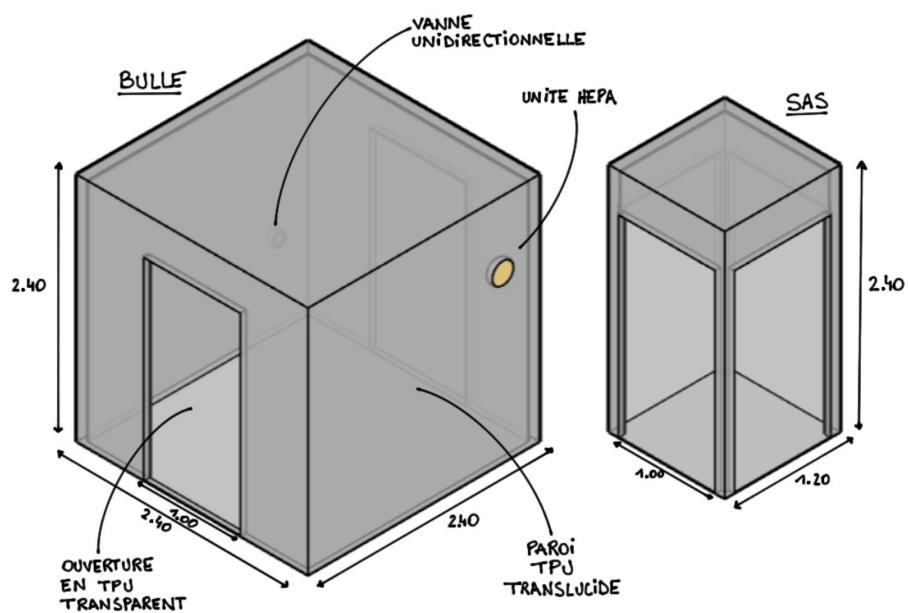


Figure 8 – Axonométrie explicative du dispositif “Bulle + Sas”. Source : projet personnel, 2025.

Il propose un module de relogement temporaire conçu pour s'insérer dans un bâtiment existant endommagé, ou se positionner à proximité immédiate de celui-ci. L'objectif était d'offrir une alternative au déracinement, en permettant aux habitants de rester connectés à leur lieu initial – à leurs objets, à leur quartier, à leurs repères.

Le dispositif comprend une "bulle" de vie autonome, accompagnée d'un sas d'entrée, pensée comme un espace de repli, de répit et de continuité symbolique. Ces images ne visent pas à promouvoir une solution formelle, mais à soutenir l'analyse critique engagée dans ce chapitre.

Le dispositif repose sur une double structure : le "cube", qui représente le logement existant – parfois endommagé, parfois encore structurellement sain mais partiellement insalubre – et la "bulle", qui constitue le projet architectural inséré dans ce logement. Cette bulle est une enveloppe gonflable, isolée, respirante et autonome sur le plan thermique, pensée pour s'intégrer dans une pièce saine du logement, ou, lorsque cela n'est pas possible, à proximité immédiate, sur la parcelle ou dans le bâti mitoyen. Elle se connecte symboliquement et physiquement au logement d'origine, en maintenant un lien direct avec le lieu de vie initial.

Cette idée naît de constats empiriques bien réels : de nombreux habitants refusent d'être déplacés après une catastrophe. Non par irrationalité, mais par attachement au lieu, volonté de garder un œil sur les affaires, sur les travaux, ou simplement parce que c'est *chez eux*. Cette motivation, qu'on retrouve dans plusieurs témoignages recensés dans le TFE de Pauline Oldrizz (2023), rejoint les observations de Meagher et Cheadle (2020) : l'éloignement forcé peut aggraver la détresse psychologique, surtout lorsqu'il est perçu comme un effacement identitaire.

Dans ce contexte, la "bulle" vise à offrir une zone temporaire habitable, protégée de l'humidité et du froid, au plus près du logement d'origine. Ce n'est pas un conteneur générique déplacé sur un parking, mais un cocon réinséré dans le tissu affectif de l'habitant. Sa conception évoque une chambre intérieure : elle permet d'y dormir, de s'y reposer, d'y reprendre pied – sans rompre totalement avec le lieu du trauma. Le cube devient alors l'ancre symbolique, même abîmé, et la bulle une interface de soin temporaire, une enveloppe entre deux temps : celui de la catastrophe et celui de la réparation.

Ce projet, dans sa première version, portait une intuition pertinente : habiter, ce n'est pas seulement disposer d'un abri, c'est rester en lien avec un lieu, un quotidien, une histoire. La bulle proposait un début de réponse à cette nécessité de continuité. Cependant, comme le mémoire va le montrer, cette proposition s'arrêtait encore au seuil du sensible : elle abordait le problème par l'objet plus que par le processus, et ne tenait pas compte de la diversité des parcours, des corps, des fragilités.

Mais déjà, cette première tentative marque un positionnement : celui d'une architecture qui tente d'écouter ce que disent les résistances au relogement, qui perçoit dans le refus de quitter son logement plus qu'une crispation, une affirmation de soi, de son territoire intime. En cela, la "Bulle dans le Cube" posait les jalons d'une réflexion qui allait se déployer dans le présent mémoire, à travers une analyse plus fine des subjectivités, des besoins différenciés, et des espaces possibles du soin.

III.3.2. Une lecture réflexive à la lumière du mémoire

L'analyse déployée dans le présent mémoire permet aujourd'hui de relire la "Bulle dans le Cube" avec un regard critique nourri par la recherche, les sources scientifiques, les témoignages et les typologies de vulnérabilité étudiées. Ce dispositif, conçu avec sincérité, portait en lui des intuitions justes. Mais il révélait aussi, rétrospectivement, des limites structurelles et une certaine naïveté dans la compréhension du relogement.

La première limite réside dans l'idée implicite d'un usager universel : un individu "moyen", autonome, capable de gérer seul l'occupation d'une bulle, d'en comprendre le fonctionnement, et d'en supporter l'isolement relatif. Or, tout au long de ce mémoire, les cas étudiés montrent que les personnes les plus touchées par la catastrophe sont rarement "moyennes". Ce sont souvent des corps déjà précaires, déjà fatigués par l'existence : une mère seule, un vieil homme diabétique, une personne anxieuse ou neuroatypique, un adolescent en rupture. Imaginer une réponse unique, sans écoute de ces singularités, revient à standardiser la souffrance, à aplatiser les vécus, à produire une réponse juste sur le papier mais sourde à la réalité.

La seconde limite concerne l'absence de processus d'appropriation ou d'ancrage relationnel. La bulle était pensée comme un cocon protégé, mais elle n'était pas pensée avec, ni dans, un tissu social vivant. Or les travaux de Lavenda et al. (2020) et de Komatsuzaki (2022) ont montré que le relogement n'est jamais seulement

spatial : il est aussi relationnel, symbolique, sensoriel. La reconstruction se joue autant dans le lien aux autres que dans la reconquête d'un espace. Dans cette première version, la bulle restait un objet isolé, conçu sans intégrer les réseaux de voisinage, les temporalités du deuil, les besoins de médiation. En cela, elle courait le risque de figer le repli au lieu de l'ouvrir à une trajectoire de soin.

Enfin, cette bulle, bien qu'esthétiquement douce, pouvait devenir une forme de neutralisation. Elle promettait de soulager, mais sans vraiment soutenir. Elle proposait une chambre respiratoire, mais sans offrir les moyens de reprendre souffle au-delà de l'intérieur. Elle contenait, mais n'accompagnait pas. Ce danger est celui de tout dispositif conçu sans récit préalable : il risque de répondre à une abstraction, pas à un corps. Un espace peut être thermiquement isolé et psychiquement froid, lumineux et affectivement vide. Et ce sont ces "écart invisibles" que seule l'écoute permet d'anticiper.

Il ne s'agit pas ici de renier ce premier projet, mais d'en faire un miroir critique. La bulle disait déjà quelque chose de juste : que reloger, ce n'est pas seulement déplacer. Mais elle s'arrêtait là. Elle n'avait pas encore appris ce que ce mémoire enseigne peu à peu : qu'on ne peut habiter que dans ce qui nous reconnaît, nous accueille, nous relie.

II.3.2.3. Vers une analyse située du dispositif : quels profils, quels ajustements ?

Le dispositif *la Bulle dans le Cube* ne vise pas à proposer une solution universelle, ni à remplacer entièrement un logement. Il a été pensé comme un espace de transition, de réassurance, de continuité intime, à intégrer – dans la mesure du possible – *dans le logement existant*, même abîmé. Il s'adresse donc en priorité à des profils capables et désireux de rester chez eux, tout en ayant besoin d'un repère sensoriel, symbolique et psychique.

Ce positionnement se reflète dans le tableau croisé profils/besoins (cf. II.2.3) : parmi les profils les plus susceptibles de bénéficier de ce type de dispositif, on retrouve par exemple :

- des jeunes adultes isolés et hypersensibles (cf. persona Lucas),
- des personnes endeuillées ayant un fort attachement au lieu,
- ou encore des adultes en rupture identitaire ayant besoin d'un espace cocon pour se reconfigurer.

À l'inverse, certaines situations rendent ce dispositif inadapté :

- une personne âgée fragile, seule et désorientée (cf. persona Madeleine), risque de ne pas pouvoir rester dans un habitat abîmé, même avec une Bulle intégrée ;
- une famille en détresse avec enfants en bas âge (cf. persona Sophie) aura besoin de stabilité, d'espaces fonctionnels multiples, et d'un soutien logistique difficile à garantir dans un logement partiellement habitable.

Sur le plan des besoins (cf. échelle sensible des besoins, II.2.2), la Bulle vise principalement à soutenir les niveaux :

- 2. Stabilité et repères
- 4. Besoins sensoriels, cognitifs et symboliques
- 5. Besoins identitaires et existentiels

Elle ne répond pas directement aux besoins vitaux et de sécurité (niveau 1), qui doivent être assurés en amont.

En termes d'adaptabilité, le dispositif gagnerait à intégrer plusieurs options d'usage (chambre-refuge, coin-repas, espace de soin), des variantes dimensionnelles, et des matériaux doux et régulants pour répondre aux besoins sensoriels spécifiques. Il pourrait aussi être pensé en version mobile, démontable ou réversible, pour s'ajuster à l'évolution du logement d'origine.

Ainsi, la Bulle n'est ni un habitat de substitution, ni une architecture d'urgence au sens strict. Elle constitue plutôt une greffe spatiale temporaire, une "pièce d'appoint sensible" permettant à certains profils vulnérables de rester dans leur environnement connu sans basculer dans un relogement impersonnel.

En ce sens, elle pourrait devenir un outil complémentaire dans une palette de réponses post-catastrophe, à activer selon les contextes, les profils, et les possibilités techniques de maintien sur place.

III.3.2.4. Analyse croisée du dispositif à partir des personae

Les personae présentés plus haut (cf. II.2.3) n'ont pas été conçus comme de simples récits illustratifs, mais comme des scénarios types permettant de tester la pertinence de réponses architecturales différencierées. À travers eux, il devient possible d'évaluer concrètement en quoi un dispositif comme *la Bulle dans le*

Cube pourrait ou non convenir selon les profils, les sensibilités et les seuils de tolérance.

Persona 1 - Madeleine (personne âgée déplacée) :

La Bulle n'apporterait pas de réponse suffisante. Malgré ses qualités d'intimité sensorielle, elle ne compense ni l'isolement social, ni la perte de repères cognitifs. Pour ce profil, la priorité relève des besoins relationnels (3) et de stabilité de repères (2), dans un environnement lisible, familier, sécurisé. Le maintien dans un logement partiellement détruit, même avec un espace refuge, pourrait accroître le sentiment de déracinement.

Persona 2 – Sophie (mère isolée avec enfants) :

La Bulle, à elle seule, ne suffit pas à répondre aux besoins pluriels du quotidien : espace de jeu, coin nuit, cuisine, soins. Toutefois, elle pourrait offrir un espace de retrait psychique, un endroit à soi dans un contexte collectif intrusif. Elle permettrait partiellement de restaurer les besoins d'intimité (3), de cohérence sensorielle (4) et d'estime (5). En complément d'un relogement temporaire plus large, la Bulle pourrait être intégrée comme module de réassurance.

Persona 3 – Lucas (jeune adulte hypersensible en dortoir) :

C'est probablement le profil pour lequel la Bulle trouve le plus de pertinence. Capable de rester dans un logement existant, Lucas a surtout besoin d'un espace sensoriellement contrôlé, d'une protection symbolique, d'une stabilité rituelle. La Bulle, pensée comme un cocon acoustique, lumineux, texturé, pourrait restaurer plusieurs seuils de confort (niveaux 2, 4, 5) sans nécessiter une architecture entière.

Persona 4 – Fatima et sa famille (famille migrante déplacée) :

La Bulle pourrait jouer un rôle intermédiaire, en créant un espace partiellement appropriable dans un logement impersonnel. Si elle permet la personnalisation, le recréer d'un lieu symbolique, elle pourrait faciliter la continuité culturelle et identitaire (niveaux 4 et 5). Toutefois, sans reconnexion communautaire, elle resterait insuffisante. Elle doit donc être pensée comme médiateur spatial, non comme réponse unique.

Conclusion de l'analyse croisée

L'analyse croisée du dispositif "Bulle dans le Cube" à travers les personae et la grille besoins/profils révèle une tension fondamentale : un même module ne peut convenir à tous.

Si certains profils – comme Lucas, jeune adulte hypersensible, ou Sophie, mère isolée – pourraient tirer bénéfice d'un espace à soi modulable, d'autres, comme Madeleine ou Fatima, se heurteraient à des obstacles plus profonds, liés à l'âge, à l'isolement social ou au déracinement culturel.

Ce constat démontre que le relogement ne peut reposer sur une solution unique, aussi bien pensée soit-elle. La pertinence d'un dispositif dépend toujours de son adéquation fine aux besoins pluriels, sensoriels, symboliques et contextuels des individus. La Bulle dans le Cube n'échappe pas à cette règle : elle ne fait sens que si elle s'insère dans un processus plus large, ajusté, souple et co-construit.

Loin de disqualifier l'idée même de modularité, cette mise en perspective invite à en faire un outil parmi d'autres, à activer en fonction des situations, et non à ériger en solution-totem. Elle réaffirme, en creux, la nécessité d'un regard différencié, d'une lecture sensible des profils, et d'une architecture capable de composer avec l'impermanence.

III.3.5. Ce que je referais autrement aujourd'hui

S'il y a bien une chose à comprendre dans cette réflexion, c'est qu'il n'existe pas d'unique réponse. Penser un relogement humain, c'est accepter l'incertitude, la variabilité, le désaccord parfois entre ce que l'on imagine et ce que les personnes vivent vraiment. Avec le recul permis par la recherche menée dans ce mémoire, plusieurs ajustements apparaissent aujourd'hui comme nécessaires, non pour nier la valeur du projet initial, mais pour en faire une matière évolutive, poreuse, vivante.

D'abord, je ne dessinerais plus ce projet seule, même avec la meilleure intention du monde. Je créerais les conditions d'une co-interprétation, au minimum. Cela ne veut pas dire que chaque habitant doit produire un plan, mais que chaque voix peut nourrir le projet. Les études sur la reconstruction post-catastrophe au Japon (Sukhwani & Shaw, 2022 ; Bris & Bendito, 2019) insistent sur l'importance de dispositifs de médiation entre habitants, architectes, psychologues, pouvoirs publics, pour comprendre ce qui compte : *rester près de son quartier ? Pouvoir cuisiner ? Être au calme ? Partager un espace ?* La bulle, dans sa version initiale, n'a pas intégré cette dimension dialogique. Elle a été projetée, mais pas habitée. Elle

ne posait pas la question "comment te sens-tu ici ?", mais "comment puis-je te loger ?".

Ensuite, je retravaillerais profondément la modularité du dispositif. Si la bulle reste une idée porteuse, elle devrait exister sous différentes formes, adaptées aux personnes et aux temporalités. Une bulle pour un parent avec enfants ne peut être la même que pour un vieil homme seul, ou pour une personne hyperémotive. Certaines pourraient être collectives, d'autres individuelles. Certaines installées dans le bâti, d'autres mobiles, à l'extérieur. En cela, je ne proposerais plus une solution figée, mais une gamme d'interfaces possibles, pensées non comme objets définitifs mais comme outils à ajuster. C'est là que la notion de "typologie" vivante, abordée dans le chapitre II, entre en résonance.

Troisièmement, je veillerais à inscrire le dispositif dans un écosystème plus vaste. Ce que la bulle ne disait pas encore, c'est ce qu'il y a autour. Un logement temporaire ne suffit pas. Il faut un point d'eau, une toilette, une prise de courant, parfois un lieu d'échange, une proximité symbolique avec les voisins. En cela, je relierais la bulle au territoire, aux rythmes, aux usages. Elle ne serait plus un cocon, mais un seuil : entre l'intérieur effondré et l'extérieur encore chaotique, entre la mémoire et la réparation. Ce seuil est précieux : il ne s'impose pas, il s'ouvre.

Enfin, je donnerais au projet une temporalité évolutive. L'habitat temporaire ne peut être pensé comme un état figé. Les besoins d'une personne ne sont pas les mêmes le lendemain de la catastrophe et trois mois plus tard. L'espace doit pouvoir s'ajuster, se transformer, s'effacer. En cela, la bulle aurait dû être évolutive, démantelable, recombinable. Elle aurait pu devenir une "pièce à vivre" dans un futur logement, ou une salle d'écoute communautaire dans un quartier réinvesti. Penser la réversibilité, c'est aussi refuser le provisoire jetable.

En somme, ce que je referais autrement aujourd'hui, ce n'est pas seulement la forme. C'est le regard qui produit la forme. Ce n'est pas l'objet qui me semble à repenser, c'est la posture qui le génère. La bulle pourrait rester, mais elle devrait désormais écouter, respirer, se relier. Elle ne serait plus un centre, mais un fragment habitable d'un soin plus large. Et c'est peut-être là, au fond, la vraie leçon de ce mémoire.

III.3.6. D'une réponse architecturale à une position

On se doute bien que les réponses apportées jusqu'ici, y compris les plus impersonnelles, les plus rigides, ont été pensées dans un élan de soutien. Il ne s'agit pas ici d'accuser, mais de comprendre. Comprendre pourquoi certaines solutions, bien qu'animées d'intentions louables, se révèlent inadaptées, voire parfois contre-productives. Comprendre que l'architecture peut soigner, mais aussi blesser. Et qu'au-delà de l'objet architectural, c'est la posture du concepteur qui fait toute la différence.

Le projet de la "Bulle dans le Cube" témoigne, dans sa sincérité comme dans ses angles morts, d'une bascule : celle qui mène de la réponse vers la position. Il ne s'agit plus simplement de "concevoir pour", mais de se demander "à partir d'où je conçois, et pour qui exactement ?" Cette question change tout. Elle engage le corps de l'architecte, son écoute, ses références, sa sensibilité, son éthique. Elle fait passer l'architecte du rôle d'expert au rôle d'intercesseur, de passeur de récits, capable de tenir ensemble ce qui tremble.

Ce projet, tel qu'il a été conçu avant ce mémoire, portait un geste protecteur. Il cherchait à offrir une chambre à soi, dans un monde en ruines. Il parlait de respiration, de repli, d'intimité. Et ce n'est pas rien. Ce geste mérite d'être honoré. Mais ce que la recherche a permis d'apprendre, c'est que concevoir ne suffit pas : il faut écouter, questionner, douter, relier. Un espace, même bien pensé, peut être vide de sens si personne n'a eu l'espace de le penser avec lui.

Derrière cette relecture, il y a une invitation : faire de chaque projet une position située, qui assume ses limites, qui se laisse traverser par la complexité. Ce mémoire, en critiquant un projet antérieur, ne cherche pas à le rejeter. Il cherche à montrer que l'architecture est un chemin, pas un résultat. Que l'on peut partir d'un élan sincère et évoluer vers une approche plus ajustée, plus poreuse, plus habitée.

Cette transition – de la bulle comme solution à la bulle comme question – est révélatrice de ce que pourrait être une architecture post-catastrophe attentive. Une architecture qui ne se contente pas de loger, mais qui tente de comprendre ce que signifie "habiter" quand tout s'est effondré, à l'extérieur comme à l'intérieur. Et c'est dans cette continuité que s'inscrit le chapitre suivant, non plus pour proposer une forme, mais pour tenter de formuler quelques repères sensibles, modestes mais ancrés, pour penser l'architecture comme appui.

III.4. Vers une boussole sensible

Ce mémoire n'a pas cherché à produire une méthodologie figée, ni à faire émerger un nouveau modèle de logement d'urgence. Il a tenté autre chose : tracer des lignes d'attention, des zones de friction, des espaces de soin. Face à la complexité des situations post-catastrophe, l'idée d'une "bonne solution" unique s'effondre d'elle-même. Ce qui émerge à la place, c'est la nécessité d'une boussole : non pour indiquer une direction stricte, mais pour aider à s'orienter dans l'incertain, en gardant le vivant au centre.

Cette boussole n'a rien de technique. Elle est sensible, relationnelle, narrative. Elle repose sur l'idée que reloger ne suffit pas : il faut accueillir, accompagner, ajuster. Qu'il ne s'agit pas seulement de reconstruire un toit, mais de rendre à quelqu'un la possibilité d'habiter – un rythme, un lieu, une enveloppe.

À partir de tout ce qui a été étudié, analysé, critiqué, vécu dans ce travail, plusieurs repères transversaux peuvent être proposés. Ils ne constituent pas une grille universelle, mais un faisceau d'orientations pour toute architecture engagée dans les situations post-traumatiques :

- L'écoute avant la réponse : toute conception devrait commencer par une parole recueillie. Pas forcément une enquête longue, mais au moins une reconnaissance du vécu, une lecture située du corps et du récit. C'est dans ce tissu que naît la justesse.
- L'ajustabilité comme principe : ce qui soigne aujourd'hui peut enfermer demain. Un bon habitat temporaire est un habitat évolutif, qui peut se replier, se dilater, se transformer avec les besoins. C'est une architecture du mouvement, pas de la fixation.
- L'attention aux seuils : entre l'intérieur et l'extérieur, entre le trauma et la reprise, entre l'individuel et le collectif, il y a des espaces de passage à soigner. La qualité d'un relogement se joue souvent là, dans ces interstices invisibles.
- L'ancre symbolique : le lieu ne fait pas tout, mais le sens qu'on lui donne, oui. Pouvoir rester proche de ses repères, de son quartier, de ses objets, de ses odeurs même, peut faire toute la différence dans la reconstruction intérieure.
- Le droit au repli comme au lien : certaines personnes veulent parler, d'autres se taire. Certaines cherchent la proximité, d'autres l'écart.

L'architecture doit offrir des variations d'intimité, des gradients relationnels, des marges de choix.

- L'imperfection assumée : un bon projet n'est pas un projet parfait. C'est un projet qui sait évoluer, être modifié, critiqué, réinterprété. Il est une trame ouverte, pas un schéma fini.

Ce ne sont pas là des règles. Ce sont des points cardinaux. Ils ne disent pas quoi faire, mais comment faire. Ils invitent à penser une posture architecturale poreuse, capable d'être présente sans dominer, stable sans figer, protectrice sans isoler. Une posture qui assume de ne pas savoir pour mieux apprendre.

En ce sens, cette boussole ne s'adresse pas seulement à l'architecte. Elle parle aussi au pouvoir politique, au travailleur social, à l'habitant lui-même. Elle rappelle que l'habitat, même temporaire, est un lieu de vie, de mémoire, d'avenir – pas un simple toit.

Et peut-être que c'est cela, finalement, l'enjeu véritable : rendre à chacun le droit d'habiter, même l'inhabitabile.

Habiter l'après : tensions, questionnements et voies ouvertes

Habiter. Le mot semble évident, quotidien, presque inoffensif. Et pourtant, à y regarder de plus près, il contient une complexité vertigineuse. On habite un espace, certes, mais aussi un temps, un corps, une histoire. On habite parfois un nom, une fonction, une attente. Et il arrive que l'on soit sommé d'habiter une blessure, sans l'avoir choisie.

À travers ce mémoire, j'ai interrogé ce que signifie "habiter" après une catastrophe, lorsque le chez-soi s'effondre. Mais ce questionnement dépasse le seul cadre du relogement. Il touche à quelque chose de plus fondamental : comment continuer d'habiter quand les repères se brisent ? Que reste-t-il de l'acte d'habiter lorsque les murs ne tiennent plus, que les gestes s'interrompent, que l'identité vacille ? Peut-on habiter autrement – autrement qu'un espace ? Autrement qu'un rôle ? Autrement que ce que l'on attend de nous ?

Il ne s'agit pas ici de clore une démonstration, mais d'ouvrir un horizon. D'approfondir ce que le mot "habiter" engage, au-delà de l'architecture : une manière d'être au monde, une tension entre ancrage et fragilité, entre reconnaissance et mouvement. En somme, une posture existentielle.

I. Habiter un lieu : entre ancrage et effondrement

Le point de départ semble évident : habiter un lieu, c'est y vivre. Mais cette définition est insuffisante. On peut vivre quelque part sans jamais y habiter vraiment. Et l'on peut continuer d'habiter un lieu, même une fois déplacé, tant l'espace s'imprime en nous.

Heidegger, dans *Bâtir, Habiter, Penser*, affirme que habiter n'est pas une conséquence du bâti, mais un acte premier, originel : "Nous n'habitons pas parce que nous avons bâti, mais nous bâtissons parce que nous habitons." Habiter devient alors une relation, une manière de faire monde. C'est ce lien invisible entre un corps et un lieu, entre des gestes et un paysage, qui fait qu'un espace devient chez-soi.

Mais que reste-t-il de cette relation lorsque le lieu disparaît ? Après une catastrophe, le territoire se dérobe, les repères sont brouillés. Ce n'est pas seulement un espace qu'on perd, mais un tissu de continuités sensibles : la lumière sur le mur, l'odeur du linge, la voix de la voisine. Le relogement, dans sa dimension logistique, ne répare pas cela. Il peut, au contraire, agraver la rupture s'il ignore la dimension mémorielle, sensorielle, identitaire du lieu perdu.

Habiter un lieu, c'est donc bien plus que s'y installer. C'est y inscrire sa mémoire, sa vulnérabilité, son histoire. Et après une catastrophe, ce n'est pas tant le confort qui apaise, mais la possibilité d'un lien, même ténu, avec ce qui a été. L'architecture ne peut pas remplacer le lieu perdu. Mais elle peut reconnaître la perte. Et, dans cette reconnaissance, ouvrir un espace de réhabilitation.

II. Habiter un nom : porter, traverser, transformer

Il y a des noms qu'on habite avec aisance. D'autres qu'on subit, qu'on fuit, ou qu'on apprend à apprivoiser. Habiter un nom, ce n'est pas simplement le porter administrativement. C'est vivre avec ce qu'il convoque : une origine, un regard, parfois un stigmate.

Mon propre nom, *Hortulanus*, a longtemps été objet de moqueries. Une blague facile, un jeu de mots répété sans conscience. Mais au fil du temps, j'ai compris que ce nom portait autre chose. Un lien à la terre, à la mémoire de mon grand-père, à une filiation discrète mais tenace. Le jardinier. Celui qui cultive, qui attend, qui prend soin.

Habiter son nom, c'est choisir de ne pas laisser aux autres le pouvoir d'en définir le sens. C'est un acte de reprise : reprendre le mot, la filiation, et y inscrire autre chose. Une posture. Une manière d'être. Une fidélité.

Ce processus fait écho à d'autres formes de réappropriation : celle d'un lieu sinistré que l'on refuse de quitter, celle d'une maison abîmée que l'on continue d'habiter symboliquement, celle d'un corps qui a souffert et que l'on réinvestit peu à peu. Habiter un nom, une blessure, un héritage, c'est au fond le même geste : une manière de se redonner à soi-même, dans un monde qui nous a peut-être oubliés.

III. Habiter une blessure : le relogement comme seuil d'humanité

Dans un monde idéal, habiter serait un droit. Mais dans le réel, ce droit est souvent conditionnel. Après une catastrophe, on peut être relogé sans être reconnu. On peut être contenu sans être accueilli. Or, ce que le relogement révèle, c'est moins la qualité d'un espace que la qualité du regard porté sur celui qui l'habite.

Habiter une blessure, cela ne signifie pas s'y enfermer. Cela signifie ne pas la nier. Reconnaître que certaines traces ne s'effacent pas. Que certaines personnes n'ont pas besoin d'un logement "fonctionnel", mais d'un lieu où l'on ne leur demande pas d'oublier. D'un espace qui contienne le deuil, la peur, le silence. D'un lieu où l'on peut "ne pas aller bien" sans être déplacé encore.

Il est pourtant essentiel de rappeler que certaines personnes vivaient déjà dans un habitat insécuré avant même la catastrophe. Le "chez-soi" n'est pas toujours un refuge. Il peut être un lieu de domination, de peur, ou d'enfermement. On pense notamment aux femmes victimes de violences conjugales, pour qui le domicile était un espace de mise en danger permanent. Pour ces personnes, la catastrophe ne détruit pas un lieu protecteur : elle peut, paradoxalement, ouvrir une brèche vers une forme d'émancipation ou de réajustement.

Mais ce basculement ne peut être accompagné que si les dispositifs post-catastrophe sont capables de reconnaître ces vulnérabilités invisibles. Sinon, le relogement risque de reproduire – voire d'aggraver – les conditions de vulnérabilité antérieures, en imposant des solutions standardisées, sans possibilité de choix ou d'adaptation.

Cette complexité rappelle que le relogement ne peut être pensé comme une simple restauration d'un état antérieur. Il doit être l'occasion, lorsque cela est nécessaire, de reconfigurer le lien à l'espace, à soi, et au monde. Un habitat sécurisant ne peut être défini uniquement par ses normes techniques : il doit aussi tenir compte de l'histoire intime de celles et ceux qui y vivent.

Ce que l'architecture peut alors offrir, ce n'est pas une solution, mais un geste éthique : celui d'un espace ajusté, évolutif, poreux à l'histoire de celui ou celle qui y entre. Un espace qui n'impose pas une forme d'habiter, mais qui la rend possible, dans ses hésitations et ses lenteurs. Un espace qui n'ajoute pas à la blessure une nouvelle forme d'exil.

Habiter une blessure, c'est demander un lieu où elle puisse respirer, où elle ne soit pas déplacée, ignorée, ou recouverte trop vite par le confort ou la norme. C'est une demande d'hospitalité au sens le plus profond : être reçu·e non pour ce qu'on doit être, mais pour ce qu'on est encore, malgré tout.

IV. Et si habiter, même dans la crise, restait un droit ?

Dans son texte fondateur *Bâtir, habiter, penser*, rédigé à la suite de la Seconde Guerre mondiale, Heidegger interroge le sens même d'habiter dans un monde marqué par la perte, la dévastation et l'errance. Il s'adresse alors à des architectes et des ingénieurs confrontés à la tâche de reconstruire un pays meurtri. Mais loin de s'en tenir à une approche technique, il propose une lecture existentielle de l'habiter : habiter, dit-il, ce n'est pas simplement disposer d'un toit – c'est prendre soin du monde.

Ce monde ne se limite pas à l'environnement extérieur. Il comprend ce que Heidegger nomme le quadriparti : la terre, le ciel, les mortels et les divins. L'être humain y occupe une position située, toujours déjà en relation. Habiter véritablement, c'est donc être au monde de manière ajustée, respectueuse, reliée, en assumant sa condition de vulnérabilité.

Cette approche entre en tension radicale avec les logiques dominantes du relogement post-catastrophe, où l'habitat temporaire est souvent réduit à une fonction d'abri : un volume sec, chauffé, normé, où l'on peut physiquement survivre. Mais habiter n'est pas survivre. Ce n'est pas seulement protéger un corps biologique, c'est soutenir un être entier, avec sa mémoire, ses besoins relationnels, son imaginaire, ses repères symboliques, son besoin d'être reconnu, situé, contenu.

Ainsi, le logement d'urgence devient parfois l'exact opposé de l'habiter : un lieu sans lieu, sans repères, sans possibilité d'appropriation. Il nie la dimension relationnelle et intime du chez-soi. Or, comme le rappelle Heidegger, l'architecture n'est pas seulement une construction, mais une mise en relation, une manière de prendre soin de ce qui est là – les gens, les paysages, les récits.

Il devient dès lors légitime de poser cette question dérangeante : peut-on encore parler "d'habitat temporaire" lorsqu'il ne remplit aucune des conditions minimales de l'habiter ? Ne s'agit-il pas plutôt d'un abri, au sens strict, c'est-à-dire d'une protection corporelle, mais vide de toute hospitalité symbolique ou existentielle ?

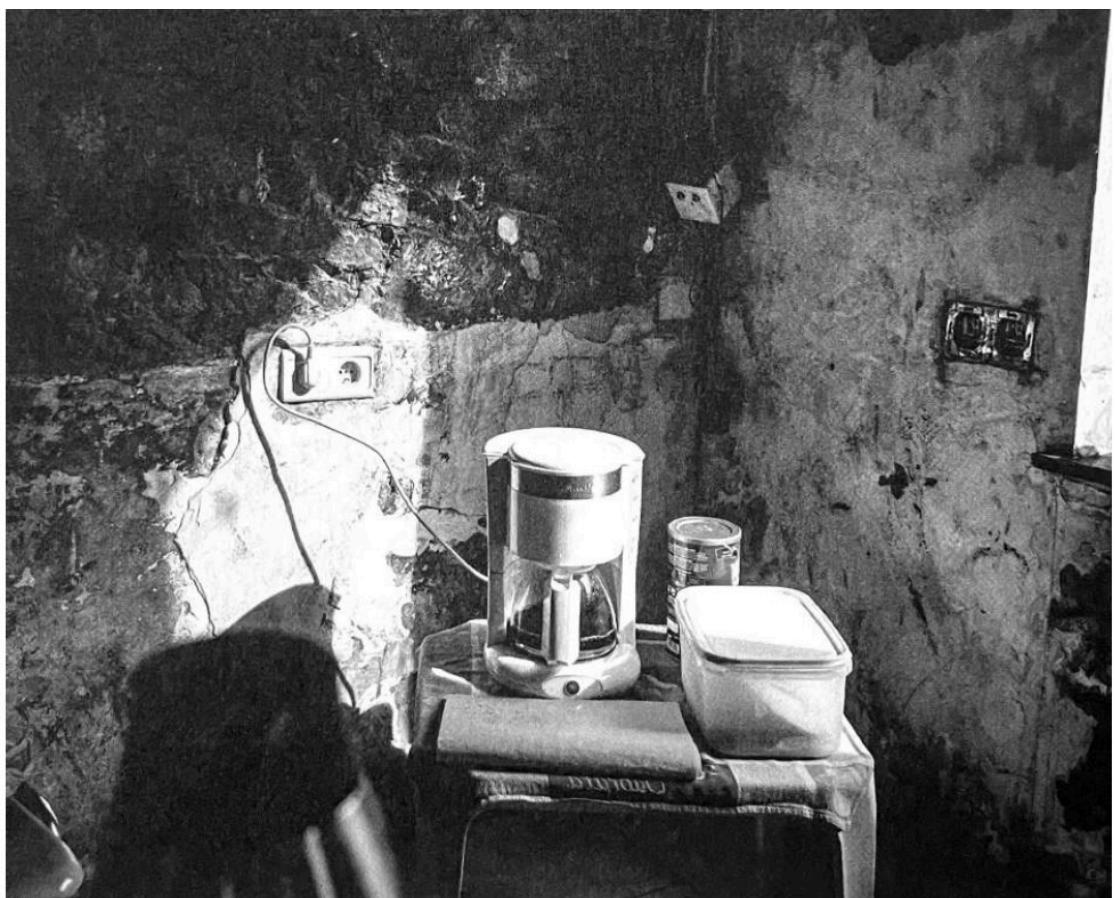
C'est dans cette faille que s'insère l'enjeu fondamental de ce mémoire : penser l'habitat d'urgence non plus comme une parenthèse technique, mais comme un espace de reconstruction du lien au monde. Cela suppose de refuser la réduction de l'habiter à un impératif logistique. Cela suppose de considérer que l'on habite aussi en temps de crise, et que cette manière d'habiter peut soutenir – ou compromettre – la reconstruction du sujet.

Prendre soin du monde, dit Heidegger, c'est aussi prendre soin de l'humain dans le monde. Cela passe par des gestes modestes mais essentiels : un seuil à franchir, une fenêtre à ouvrir, une odeur familière, la possibilité de dormir sans vigilance, de parler sa langue, de cuisiner ses plats, de pleurer sans être vu. Ces gestes sont les premiers actes d'un retour au monde, d'un ré-ancrage après la catastrophe.

En cela, l'architecture post-catastrophe ne peut pas être neutre. Elle dit quelque chose du monde que l'on veut reconstruire.

Elle révèle une posture politique, éthique, humaine. Et à travers elle, se pose une question fondamentale : quelle forme d'humanité voulons-nous héberger ?

Si ce mémoire cherche une réponse, ce n'est pas une forme, mais une attention. Non pas un modèle universel, mais une manière de regarder, d'écouter, de ménager. Habiter, même l'inhabitabile.



© Mémoire Vive - Vaux-sous-Chèvremont automne 2021 - Olivier Papegnies

Conclusion

Ce mémoire est né d'un vertige : celui de la perte brutale du chez-soi. Une perte intime, qui va bien au-delà des dégâts matériels. Quand une catastrophe frappe, ce ne sont pas que des murs qui tombent : ce sont des repères qui s'effondrent, des routines qui se brisent, des gestes quotidiens qui deviennent impossibles. Et cette déchirure ne se soigne pas par des mètres carrés ou des délais de chantier. Elle réclame autre chose : du soin, de l'écoute, du temps.

Or, les politiques de relogement post-catastrophe – ici comme ailleurs – sont trop souvent conçues dans l'urgence, dans la standardisation, dans la gestion de flux. On loge, on déplace, on affecte. Mais on oublie que loger ne suffit pas à habiter. On oublie que chaque personne relogée a une histoire, un corps, une mémoire, un réseau. On oublie que l'abri n'est pas le contraire de la détresse.

Ce mémoire ne prétend pas apporter une solution clé-en-main. Bien au contraire. S'il y a bien une chose qu'il affirme avec force, c'est qu'il n'existe pas de réponse unique. Pas de modèle universel. Pas de projet architectural parfait. Ce qu'il propose, c'est un déplacement de regard. Un effort pour penser autrement. Une volonté de remettre au cœur du processus la diversité des vécus, des sensibilités, des besoins.

En croisant des lectures théoriques, des études de terrain, des articles scientifiques et des récits sensibles, ce travail a permis de cartographier une typologie de profils vulnérables souvent invisibilisés. Il a mis en lumière le caractère non neutre du relogement temporaire, et ses effets différenciés sur les individus. Il a proposé une échelle des besoins humains ajustée, inspirée de Maslow, et traversée par des exemples incarnés. Et il a rappelé que certains souhaitent simplement rester, même dans l'habitat abîmé – parce que le lien au lieu est parfois plus fort que la peur.

Le retour critique sur le projet de la *Bulle dans le Cube* n'a pas été un simple exercice d'autocritique : il a illustré la manière dont un projet sincère peut devenir maladroit s'il n'est pas habité par les bonnes questions. Il a aussi montré qu'un projet peut évoluer, se laisser traverser par l'expérience, et devenir autre chose : une position.

Car c'est bien cela que ce mémoire souhaite porter : une posture. Une manière d'être architecte autrement. Moins comme technicien de l'espace que comme intercesseur du soin. Moins comme concepteur de formes que comme lecteur de vécus. Durant mes années d'études, j'ai souvent entendu l'injonction de "raconter

“une histoire” lors de la présentation de mes projets. Mais ici, il ne s’agit pas de fiction ni de narration scénarisée. Il s’agit d’histoires vraies. D’existences réelles, fragiles, profondément incarnées. Raconter une histoire, oui, mais celle de quelqu’un, et non la mienne. Non pour parler à sa place, mais pour créer les conditions où elle peut se dire.

Être architecte, ici, ce n’est pas proposer, mais écouter. Ce n’est pas répondre, mais ménager. Ce n’est pas imposer, mais accompagner.

Mais alors, que faire ?

Ce qu’il faut faire, c’est reconnaître que même une tente peut devenir un lieu si elle est pensée avec justesse, et que même une maison peut devenir inhabitable si elle est imposée. C’est faire place à l’imperfection, à la modularité, à la possibilité de changer d’avis, de rythme, de forme. C’est oser concevoir des habitats ajustables, réversibles, sans jamais prétendre détenir la solution.

Ce mémoire n’est pas un aboutissement. Il est un point de départ. Il est le signe qu’un projet bien dessiné n’a de sens que s’il résonne dans un corps, dans un récit, dans une trajectoire. Et qu’une architecture digne ne commence pas par un plan, mais par une écoute.

Habiter l’inhabitabile : tel était le titre. Et peut-être que l’inhabitabile n’est pas l’espace lui-même, mais le moment où plus rien ne répond à notre besoin d’être en lien, de nous sentir accueillis, reconnus, soutenus. Habiter l’inhabitabile, c’est alors une invitation : à rouvrir un geste, une lumière, un seuil. À oser une présence, même fragile. À créer un espace, même minime, où l’on puisse se dire : je suis encore en vie ici.

Revenir à Heidegger, enfin, n’est pas un effet de style. C’est un ancrage. Car si “*bâtir, habiter, penser*” sont si étroitement liés, c’est bien parce que habiter n’est pas un simple acte spatial, mais une manière d’être au monde. Et ce monde, pour Heidegger, ne se réduit pas à la terre et aux matériaux – il englobe les mortels, les divins, le ciel, les liens. L’homme n’est pas extérieur au monde, il en est un tisseur. Lorsque nous prenons soin du monde, nous prenons soin des êtres qui l’habitent. Et l’architecture devient alors un acte d’attention, de ménagement. Elle ne se réduit pas à protéger le corps biologique, mais s’adresse à l’être entier.

Dans cette perspective, un abri n'est pas forcément un habitat. Un logement temporaire impersonnel, incapable d'accueillir l'intimité, les rituels, la narration de soi, n'est qu'un conteneur fonctionnel, pas un espace habité.

Ainsi, habiter en temps de crise, c'est encore habiter. C'est une urgence éthique. Et si l'architecture ne permet pas cela, alors elle trahit sa vocation la plus profonde. Permettre à quelqu'un, quelque part, de recommencer à habiter : peut-être est-ce là, au fond, le cœur même de notre métier.

Bibliographie

1. Agneray, F., Tisseron, S., Mille, C., Wawrzyniak, M., & Schauder, S. (2015). L'habitat et ses liens avec le psychisme : aspects psychopathologiques et cliniques de l'attachement à l'habitat. *L'Évolution Psychiatrique*, 80(4), 489-499. <https://doi.org/10.1016/j.evopsy.2014.05.013>
2. Alexander, D. (2002). Principles of emergency planning and management. Oxford University Press.
3. Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216-224. <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>
4. Bachelard, G. (1957). *La poétique de l'espace*. Paris : Presses Universitaires de France.
5. Barakat, S. (2003). Housing reconstruction after conflict and disaster. *Humanitarian Practice Network Paper*, 43, 1-40.
6. Bilau, A. A., Witt, E., & Lill, I. (2015). A framework for managing post-disaster housing reconstruction. *Procedia Economics and Finance*, 21, 313-320. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00182-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00182-3)
7. Bonanno, G. A. (2004). Loss, trauma, and human resilience: Have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59(1), 20-28. <https://doi.org/10.1037/0003-066X.59.1.20>
8. Bris, P., & Bendito, F. (2019). Impact of Japanese post-disaster temporary housing areas' design on mental and social health. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 16(23), 4757. <https://doi.org/10.3390/ijerph16234757>
9. Briere, J., & Scott, C. (2015). Principles of trauma therapy: A guide to symptoms, evaluation, and treatment. 2nd ed. Thousand Oaks, CA: Sage.
10. Choguill, C. L. (1996). A ladder of community participation for underdeveloped countries. *Habitat International*, 20(3), 431-444. [https://doi.org/10.1016/0197-3975\(96\)00020-3](https://doi.org/10.1016/0197-3975(96)00020-3)
11. Davidson, C. H., Johnson, C., Lizarralde, G., Dikmen, N., & Sliwinski, A. (2007). Truths and myths about community participation in post-disaster housing projects. *Habitat International*, 31(1), 100-115. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2006.08.003>
12. Duyne, J. E., & Pittet, D. (2012). Substance use among populations displaced by conflict: A literature review. *Disasters*, 36(4), 533-557. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.2012.01273.x>
13. El-Masri, S., & Kellett, P. (2001). Post-war reconstruction: Participatory approaches to rebuilding the damaged villages of Lebanon: A case study of Rachaya Al-Foukhar. *Habitat International*, 25(4), 535-557. [https://doi.org/10.1016/S0197-3975\(01\)00020-7](https://doi.org/10.1016/S0197-3975(01)00020-7)
14. Félix, D., Branco, J. M., & Feio, A. (2013). Temporary housing after disasters: A state of the art survey. *Habitat International*, 40, 136-141. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2013.03.006>

15. Heidegger, M. (1954). *Bauen, Wohnen, Denken*. In *Vorträge und Aufsätze*. Stuttgart : Neske.
16. Horowitz, M. J. (1986). *Stress response syndromes*. Northvale, NJ: Jason Aronson.
17. Ingold, T. (2011). *Being Alive: Essays on Movement, Knowledge and Description*. London : Routledge.
18. Jigyasu, R. (2002). Reducing disaster vulnerability through local knowledge and capacity: The case of earthquake-prone rural communities in India and Nepal (Doctoral dissertation). NTNU, Trondheim.
19. Johnson, C. (2007). Strategic planning for post-disaster temporary housing. *Disasters*, 31(4), 435-458. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.2007.01017.x>
20. Komatsuzaki, N., Otsuyama, K., & Hiroi, U. (2022). How the choice of temporary housing impacts on widespread displacement after large-scale flooding? A disaster recovery simulation in Tokyo metropolitan area. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 81, 103243. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2022.103243>
21. Lavenda, D., Thoma, M. V., Eberhard-Gran, M., Heir, T., & Skogbrott Birkeland, M. (2023). A man's home is his castle: Property damage and psychological distress after disasters. *Social Science & Medicine*, 320, 115658. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2023.115658>
22. Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos.
23. Lizarralde, G., Johnson, C., & Davidson, C. (2010). *Rebuilding after disasters: From emergency to sustainability*. Routledge.
24. Maslow, A. H. (1943). A theory of human motivation. *Psychological Review*, 50(4), 370-396. <https://doi.org/10.1037/h0054346>
25. Meagher, B. R., & Cheadle, A. C. (2020a). Distance but home: The protective effects of attachment to home during COVID-19. *Journal of Environmental Psychology*, 72, 101514. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2020.101514>
26. Meagher, B. R., & Cheadle, A. C. (2020b). Flooded homes, broken bonds: Understanding the impact of natural disasters on residential place attachment. *Journal of Environmental Psychology*, 72, 101512. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2020.101512>
27. Moatty, A., Gaillard, J.-C., & Vinet, F. (2017). Du désastre au développement : les enjeux de la reconstruction post-catastrophe. *Annales de Géographie*, (714), 169-194. <https://doi.org/10.3917/ag.714.0169>
28. Murayama, H., Fujiwara, Y., & Kawachi, I. (2016). Do community- and individual-level social relationships contribute to the health of older adults after a disaster? *Social Science & Medicine*, 152, 83-91. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2016.01.021>

29. Norberg-Schulz, C. (1985). *The Concept of Dwelling: On the Way to Figurative Architecture*. New York : Rizzoli.
30. Oldrizzi, P. (2023). Réparer les lieux, reconstruire les liens : vers une architecture de la permanence sensible. *Travail de fin d'études, Faculté d'architecture, Université de Liège*. Non publié.
31. Qian, J., Zhang, C., & Fang, J. (2025). Restoring residents' place attachment in long-term post-disaster recovery: Place characteristics, social capital, and cultural continuity. *Cities*, 140, 104572. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2024.104572>
32. Roesch da Silva, J. (1980). Self-help housing: A critique. *Environment and Urbanization*, 2(1), 1-17.
33. Sasaki, Y., & Iwata, T. (2020). Living in temporary housing and later psychological distress after the Great East Japan Earthquake. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 46, 101503. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2020.101503>
34. Siaud-Facchin, J. (2002). L'enfant surdoué : L'aider à grandir, l'aider à réussir. Paris : Albin Michel.
35. Sukhwani, V., & Shaw, R. (2022). Enhancing cultural resilience for post-disaster recovery: Perspectives from Japan's 2011 Great East Japan Earthquake. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 67, 102617. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2021.102617>
36. Swapan, M. S. H., & Sadeque, S. (2021). Place attachment in natural hazard-prone areas and decision to relocate: Research review and agenda for developing countries. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 52, 101937. <https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2020.101937>
37. Takahashi, M., & Igarashi, Y. (2016). Living environment, health status, and perceived lack of social support among disaster evacuees in temporary housing in Japan. *Sustainable Cities and Society*, 27, 120-127. <https://doi.org/10.1016/j.scs.2016.06.007>
38. Therrien, M.-C., & Normandin, J.-M. (2009). Renforcement de la résilience par un apprentissage post-crise : une étude longitudinale sur deux périodes de turbulence. *M@n@gement*, 12(4), 266-293. <https://doi.org/10.3917/mana.124.0266>
39. Turner, J. F. C. (1972). *Freedom to build: Dweller control of the housing process*. Macmillan.
40. UNDRO (United Nations Disaster Relief Organization). (1982). *Shelter After Disaster: Guidelines for Assistance*. New York : United Nations.
41. Velut, S. J., & Sukhwani, V. (2021). Les territoires réhabilités du Tōhoku face aux enjeux de la reconstruction : entre politique publique et application locale. *Espace populations sociétés*, 2021(1). <https://doi.org/10.4000/eps.11000>

42. Wegelin, E. A., & Borgman, K. (1995). Options for municipal interventions in urban poverty alleviation. *Environment and Urbanization*, 7(2), 131-152. <https://doi.org/10.1177/095624789500700208>
43. Yamamura, E. (2023). How does the housing recovery and relocation process disconnect victims from their original communities? Evidence from large-scale floods in Japan. *Sustainable Cities and Society*, 97, 104519. <https://doi.org/10.1016/j.scs.2023.104519>